

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

Thèse pour le Doctorat (Sciences Politiques et Économiques)

---

HISTOIRE  
DE LA  
**JURIDICTION CONSULAIRE**  
**en France**

PAR  
M. Charles FÉDOU

Greffier du Tribunal de Commerce de Carcassonne

---

*Président* : M. CHÉNON, Professeur.

*Suffragants* : MM. GARÇON, Professeur ;  
Paul FOURNIER, Professeur.

---

LUNDI 15 Juin 1914, à 3 heures



CARCASSONNE

IMPRIMERIE PIERRE POLÈRE, RUE DU PORT, 32

---

1914



HISTOIRE  
de la  
JURIDICTION CONSULAIRE  
En France



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

Thèse pour le Doctorat (Sciences Politiques et Économiques)

---

HISTOIRE  
DE LA  
**JURIDICTION CONSULAIRE**  
**en France**

PAR

M. Charles FÉDOU

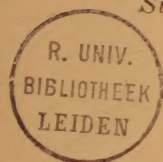
Greffier du Tribunal de Commerce de Carcassonne

---

*Président* : M. CHÉNON, Professeur.

*Suffragants* : MM. GARÇON, Professeur ;  
Paul FOURNIER, Professeur.

---



LUNDI 15 Juin 1914, à 3 heures



CARCASSONNE

IMPRIMERIE PIERRE POLÈRE, RUE DU PORT, 32

---

1914

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme  
propres à leurs auteurs.

---

*A la Mémoire  
de mon cher Père  
je dédie cette Thèse*



# TABLE DES MATIÈRES

|                    | Pages |
|--------------------|-------|
| BIBLIOGRAPHIE..... | IX    |
| PRÉFACE .....      | XI    |

## PREMIÈRE PARTIE

### *Les Origines*

#### CHAPITRE PREMIER

|                                                          |   |
|----------------------------------------------------------|---|
| Aperçu sur le commerce de la France au moyen-âge.        |   |
| — Des causes qui ont influé sur son développement. —     |   |
| L'activité commerciale, se développant, ne peut plus se  |   |
| contenir de la justice lente et coûteuse des Baillis ou  |   |
| des Sénéchaux. — Tableau succinct des institutions judi- |   |
| ciaires de l'époque. — Les premiers linéaments de la     |   |
| juridiction consulaire. — Le Parloir aux bourgeois. —    |   |
| Les conservateurs des foires. — Les bourses de commerce. |   |
| — L'arbitrage forcé .....                                | 1 |

#### CHAPITRE II

|                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------|----|
| L'ordonnance de 1563. — Son étude. — Ses modifica-        |    |
| tions successives. — Des luttes que la juridiction consu- |    |
| laire, à peine née, eut à soutenir contre les Tribunaux   |    |
| rioux. — Pourquoi elle résista à tous les assauts.....    | 14 |

#### CHAPITRE III

|                                                     |    |
|-----------------------------------------------------|----|
| L'Ordonnance de Blois (mai 1579). — Déclarations de |    |
| 1610 et de 1611. — Ordonnance de 1667. — Ordonnance |    |
| de 1763. — Arrêt du Parlement de 1698.....          | 24 |

## DEUXIÈME PARTIE

*La Révolution et le XIX<sup>me</sup> Siècle*

## CHAPITRE PREMIER

|                                                                                                                                                            |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Législation intermédiaire. — Discussion à l'assemblée nationale dans la séance du 27 mai 1790. — Lois des 16 et 24 août 1790. — Les lois postérieures..... | 49 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## CHAPITRE II

|                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Le code de commerce de 1807 et les principales lois au XIX <sup>me</sup> siècle..... | 61 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|

## CHAPITRE III

|                                                                                                                                              |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| De l'appel en matière commerciale. — Historique. — Les Cours d'appel. — De l'absence de ministère public près les Tribunaux de Commerce..... | 69 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## CONCLUSION

|                                                                                   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----|
| Les services que rend la juridiction consulaire. — Ses mérites. — Son avenir..... | 77 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----|

## APPENDICE

|                                                                                                 |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Édict de création de la juridiction consulaire de Rouen donné à Paris au mois de mars 1556..... | 81 |
| Édict de novembre 1563.....                                                                     | 89 |



# BIBLIOGRAPHIE

---

## OUVRAGES

---

- MOUGUIER. — *Des Tribunaux de Commerce.*
- M. G. DENIÈRE. — *La Juridiction Consulaire de Paris (1563-1792).*
- E. GENEVOIS. — *Histoire Critique de la Juridiction Consulaire.*
- PIGEONNEAU. — *Histoire du Commerce de la France.*
- VAESEN. — *La Juridiction Commerciale de Lyon sous l'ancien régime.*
- MOREL. — *Essai historique sur le droit des marchés et des foires (1897).*
- HUVELIN. — *Essai historique sur l'organisation judiciaire.*
- GLASSON. — *Les Juges et Consuls des Marchands.*

## RECUEILS

---

- ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises v<sup>o</sup> Foires.*
- JOUSSE. — *Commentaire de l'ordonnance de 1673.*
- DALLOZ. — *Jurisprudence Générale v<sup>os</sup> Organisation jud. et Comp. com.*
- FAUCON. — *La Juridiction Consulaire de Rouen.*
- MADEVAL et LAURENT. — *Archives parlementaires de 1787 à 1860. — Réimpression de l'ancien moniteur.*
-



# PRÉFACE

---

Le but que nous nous sommes proposés n'est pas d'étudier la juridiction consulaire à tous les points de vue que mériterait une question d'un si haut intérêt. Les règles spéciales de compétence, la procédure devant les tribunaux de commerce, l'organisation intérieure de ces tribunaux, sont des points que nous devons effleurer rapidement, et auxquels il ne nous sera pas possible de donner le développement qu'ils comporteraient dans une étude complète de la juridiction consulaire. Comme l'indique le titre que nous avons donné à cette étude, nous avons voulu seulement rechercher dans l'histoire de notre droit public les origines premières de la justice commerciale, en suivre le développement et les transformations, assister à tous les assauts qu'elle eut à subir de la part des juridictions rivales, montrer la faveur avec laquelle le public l'accueillit et le pouvoir royal la soutint, faveur qui lui permit de résister, de subsister et se fortifier et d'arriver à son état actuel malgré les changements de régime, malgré même la Révolution. Notre « Histoire de la juridiction consulaire » sera donc à proprement parler : la naissance, le développement et les aventures de cette institution si utile et si féconde. Et cette étude, tout en présentant peut-être le mérite d'une certaine nouveauté, aura eu tout au moins pour nous celui d'un intérêt en quelque sorte professionnel.

Nous la diviserons en deux grandes parties :

La première que nous consacrerons aux : *Origines proprement dites de cette institution* ; nous jetterons un

coup d'œil rapide sur l'état du commerce de la France au Moyen-Age ; nous examinerons les causes diverses qui ont influé sur son développement, comment l'activité commerciale se développant ne peut plus se contenter de la justice lente et coûteuse de droit commun. Nous assisterons ensuite aux premières manifestations de ce besoin désormais certain d'une juridiction spéciale pour les affaires de commerce, et nous trouverons dans les conservateurs des foires, les bourses de commerce, l'arbitrage forcé ; un acheminement lent mais très marqué vers la création proprement dite de la juridiction consulaire, laquelle a son origine véritable dans l'ordonnance de 1563.

L'étude de ce texte capital nous arrêtera un moment. Nous verrons ensuite quelles luttes dut subir la jeune institution de la part des tribunaux rivaux. Et nous ferons un rapide examen des principaux documents législatifs qui intéressent le nouvel organisme judiciaire.

Nous arriverons ainsi à notre deuxième partie : *La Révolution et le XIX<sup>e</sup> Siècle*. Nous devons faire l'étude de la législation intermédiaire, discussion à l'Assemblée Constituante et lois de cette période. Le Code de Commerce de 1807 et les lois du XIX<sup>e</sup> siècle nous amèneront à l'état actuel de la juridiction consulaire.

Dans une sorte d'appendice nous étudierons l'appel en matière commerciale, et l'absence de ministère public près les Tribunaux de Commerce.

Trop heureux si dans le cours de cette histoire, tout à son honneur, nous trouvons parfois l'occasion de louer, comme elle le mérite, cette juridiction dont nous sommes un modeste, mais tout dévoué auxiliaire.

---

# HISTOIRE

## de la Juridiction Consulaire en France

---

### PREMIÈRE PARTIE

### LES ORIGINES

---

#### CHAPITRE PREMIER

Aperçu sur le commerce de la France au moyen-âge — Des causes qui ont influé sur son développement. — L'activité commerciale, se développant, ne peut plus se contenter de la justice lente et coûteuse des Baillis ou des Sénéchaux. — Tableau succinct des institutions judiciaires de l'époque. — Les premiers linéaments de la juridiction consulaire. — Le Parloir aux bourgeois. — Les conservateurs des foires. — Les bourses de commerce. — L'arbitrage forcé.

Le besoin d'une juridiction spéciale pour les affaires commerciales ne peut évidemment se faire sentir que du moment où le commerce d'un pays prend un certain développement. Aujourd'hui encore certaines villes, chef-lieu même d'arrondissement, sont dépourvues de tribunal de commerce parce qu'elles se trouvent au milieu d'une région ou peu peuplée ou exclusivement agricole, et que les deux grands avantages que présente, nous le verrons, la justice consulaire : prompt solution des contestations et économie de frais, ne seraient pas appréciables, à raison de la rareté même des actes commerciaux.

Or durant tout le moyen-âge nous assistons en France à une véritable léthargie de l'activité commerciale. Le commerce est pour ainsi dire nul ; à peine quelques

Aperçu sur  
le commerce  
de la France  
au  
moyen-âge.

transactions de province à province, et encore sont-elles très rares et très coûteuses. Le régime politique de l'époque appelé la féodalité excluait toute liberté. Les seigneurs constamment en guerre soit entre eux, soit pour le roi, loin de pouvoir favoriser ou encourager le commerce, y mettaient une entrave constante par les levées d'hommes ou les « aides » dont ils accablaient leurs sujets. De plus les communications étaient très difficiles ; les grandes routes n'étaient pas encore tracées et les droits de douane qui étaient perçus de province à province contribuaient encore à paralyser l'activité mercantile des régions les plus favorisées.

Des causes  
qui ont influé  
sur son  
développe-  
ment.

Aussi faut-il arriver jusqu'à l'affranchissement des villes pour voir le commerce sortir de sa torpeur. Le commerce en effet a toujours été l'apanage du peuple et de la bourgeoisie. En France le seigneur n'a jamais été commerçant. Il est resté avant tout guerrier et grand propriétaire ; les « roturiers » sont seuls commerçants. Et de là sans doute ce mépris traditionnel des classes riches pour le commerce, et ceux qui en vivent. Il faut par conséquent attendre l'affranchissement de cette bourgeoisie jusqu'alors asservie pour assister au développement du commerce. Vers la fin du XI<sup>e</sup> siècle les invasions étaient ou refoulées ou fixées, les grands fiefs formés ; la royauté commençait à exercer une certaine action ; l'Eglise, qui avait cruellement souffert du désordre, aidait à cette résurrection de l'autorité royale. Dans la plupart des villes, un grand personnage, duc, comte ou évêque avait fixé sa résidence ; il y entretenait des chevaliers, il y tenait une cour féodale ; tout cela n'allait pas sans un certain luxe ; il fallait des artisans pour

pourvoir aux besoins de cette société plus riche et plus élégante ; assurés d'un peu de protection les marchands apportaient leurs produits ; des foires s'ouvraient et les villes se garnissaient de faubourgs. Ce mouvement populaire, violent et sanglant dans certaines régions, lent et pacifique dans d'autres, fut en quelque sorte favorisé par les croisades. Celles-ci exercèrent un double effet : pour subvenir aux frais de l'expédition, un grand nombre de seigneurs vendirent des droits civils, des libertés, aux populations de leurs domaines, et l'absence de ces seigneurs, maîtres redoutés, aida au développement et aux progrès de ces libertés naissantes. En second lieu ces mêmes croisades vinrent apporter à la civilisation et au commerce un élément vivifiant en donnant à l'Europe occidentale la connaissance et le goût des pays lointains. C'est en même temps l'époque du développement magnifique des républiques italiennes, des riches cités de Flandre, et enfin du royaume des Maures qui jette sur la péninsule Ibérique un si vif éclat. Fatalement notre pays est pénétré par cette prospérité débordante, et des besoins nouveaux de luxe et de bien être se font sentir.

En outre la France se trouve être par sa situation géographique la route naturelle du commerce entre les Etats du Nord et ceux du Midi de l'Europe. Des voies fluviales sur une longueur de plus de 700 kilomètres offraient au commerce toutes sortes de facilités. De la vallée du Rhône et de la Saône s'ouvrent pour le commerce des voies très accessibles par les Plaines du Nord (Picardie et Flandre), par la Lorraine, le Basigny et l'Auxois. Les voies qui dataient des Romains sont entretenues et des routes nouvelles sont ouvertes. La grande artère commerciale dès cette époque passait par Lyon, Autun, s'in-

clinait vers l'Est, vers Trèves et Cologne. Le commerce général s'est fait par ces voies et a été un commerce ambulante, comme nous allons le voir en étudiant les foires.

La royauté n'assiste pas impassible au développement de l'activité commerciale. Lorsque le vieux régime féodal commence à s'émietter, ceux qui ne peuvent plus compter sur l'aide des seigneurs, désormais impuissants, s'adresseront à la royauté qui voit là un moyen d'achever la destruction de ce régime. Ici elle s'aperçoit que les échanges et le trafic enrichissant ceux qui les pratiquaient pouvaient être pour elle une source de revenus, et elle leur prête aide et protection, non sans prélever des impôts assez lourds. Dès cette époque les ordonnances commencent à paraître nombreuses, déclarant toutes que « le fait de marchandises est d'une utilité extrême pour la chose publique ». Contentons-nous d'énumérer les principaux monuments juridiques de l'époque. En 1260, nous trouvons le « *Livre des Métiers* » rédigé par Etienne Boileau, prévôt des marchands de Paris, véritable code en trois parties, ayant trait respectivement à l'organisation de cent un métiers, aux droits de police ou de voirie auxquels les marchands peuvent être assujettis, enfin, et c'est ce qui en fait l'intérêt à notre point de vue, aux juridictions qui devaient connaître des contestations entre marchands. Une ordonnance de Philippe le Bel du 7 mars 1294, et des lettres du même règne en date des années 1295 et 1304 accordent certaines faveurs aux marchands étrangers pour les foires de Brie et de Champagne et ont soin de préciser qu'ils seront justiciables des officiers des dites foires.

Cette ordonnance nous amène à dire un mot de cette juridiction des foires, où se trouve le germe de la juri-

diction consulaire, et où certains ont voulu voir la source directe de cette institution. Presque tout le commerce se faisait alors dans les foires, les plus célèbres étaient celles de Champagne et de Brie, où se rendaient non seulement les marchands des autres provinces, mais aussi ceux des pays étrangers. « Les juges de ces foires appelés gardes de la foire, conservateurs de la foire, juges des marchands ne connaissaient que des procès nés en foire, mais peu importants, que les plaideurs fussent français ou étrangers, » (1) comme le prouve l'ordonnance de Philippe le Bel que nous venons de citer. De multiples ordonnances royales ont réglementé cette juridiction des foires, en 1294, 1311, 1317, 1327, 1331, 1344, etc. Ces nombreuses interventions de la réglementation royale étaient rendues nécessaires par les abus qui en empêchaient les effets.

Les  
Conservateurs  
des foires.

L'ordonnance rendue par Philippe VI, à Vincennes, le 6 août 1349 est importante, à raison de l'argument qu'elle offre à ceux qui voient dans cette juridiction des foires l'origine des tribunaux de commerce. Elle se rapporte aux privilèges et à la tenue des foires de Champagne et de Brie. « Si comme il est de nouvel venu à notre cognoissance, dont plusieurs bons et loyaux marchands, repairans en icelles (foires) les ont dévoyées et laissées pour ces causes (fraudes et pertes des privilèges) au grand grief, préjudice et dommage de nous et de nostre royaume, et de tous les pays et marchans repairans les dites foires. . . . » La justice y était rendue par une cour des foires, composée des gardes des foires et quelquefois de notables, et qui devait juger avec équité et célérité.

---

(1) Glasson. *Les juges et consuls des marchands.*

Ici les documents s'arrêtent avec le commerce lui-même. C'est l'époque de la Guerre de Cent ans (1337-1453) qui arrête et suspend le développement naissant de l'activité commerciale. Malgré cela la royauté continue, profitant des périodes de calme, à manifester sa protection et ses encouragements au commerce. Charles VI en 1419 crée les deux premières foires de Lyon ; Charles VII en crée une troisième (1443) et sous ce prince, les vaisseaux de Jacques Cœur vont sur les mers lointaines faire concurrence aux flottes marchandes de Gênes et de Venise. Louis XI, dont la politique consiste à se faire un appui de la bourgeoisie contre les seigneurs, renouvelle en les augmentant les privilèges des corps et communautés ; il protège les manufactures et favorise l'introduction de nouvelles industries dans le royaume ; il établit la poste aux chevaux, crée des marchés et ajoute une quatrième foire à celles de Lyon qui ont hérité de la célébrité des foires de Brie et de Champagne. Il crée également deux foires par an à Bayonne, et pour celles de Lyon, les contestations devront être jugées par le sénéchal de Lyon, gardien des foires « sans longs procès et figures de plaids » (mars 1462).

La découverte du Nouveau-Monde apporte un élément nouveau de prospérité et de développement au commerce français et Claude Seyssel, conseiller du roi Louis XII, peut écrire : « on ne fait guère maison sur rue qui n'ait boutique pour marchandises ou pour art mécanique ».

Cependant le commerce rencontrait encore de nombreux obstacles : les difficultés et les lenteurs de la justice apportaient le plus grave préjudice à ses intérêts.

En dehors des foires, les contestations entre commerçants étaient déferées à la juridiction du droit commun. Mais cette juridiction était à l'état inorganique, ou plutôt était multiple ; à côté de la justice seigneuriale s'étaient peu à peu instituées la justice des baillis et des sénéchaux royaux, les présidiaux, et en même temps la justice ecclésiastique, celle de l'université, celle des communes, des conservateurs des foires, etc., enfin « tout procès de quelque importance était promené de siège en siège, ballotté par des demandes de renvoi et des incompétences perpétuelles, et nécessitait souvent l'intervention du roi pour terminer par une évocation ou autre arrêt du conseil des questions insolubles d'après les coutumes qui servaient de lois » (Meyer, *Esprit, origines et progrès des institutions judiciaires des principaux pays de l'Europe* T. II p. 451).

Les  
Institutions  
judiciaires  
de l'époque.

Si à cette multiplicité des juridictions, on ajoute les complications de la procédure et la vénalité des charges, la négligence des juges, il semblera que la justice était faite non pour les justiciables, mais pour ceux qui en vivaient.

A ce point de vue le préambule de l'édit de janvier 1551 qui érigeait des sièges présidiaux dans toute l'étendue du royaume est édifiant : « Considérant le grand  
« soin et diligence dont nos prédécesseurs roys de très  
« honeste mémoire ont usé, et nous consécutivement  
« depuis notre advènement à la couronne pour l'établis-  
« sement, ordre et conduite de la justice, et pour la  
« faire promptement administrer à nos subjects, ayant  
« sur ce fait plusieurs ordonnances bonnes, utiles et  
« nécessaires pour l'abréviation des procès sans que jus-

« ques icy l'on en ait peu tirer le fruit que nos dits pré-  
« décesseurs et nous en avons espéré ;

« Mais au contraire, pour la même foy des parties et  
« souvent par l'excessif gaing et proffict qu'en tirent les  
« ministres et suppôts de la justice, par les mains des-  
« quels il faut passer, les dites ordonnances, quelle que  
« bonnes qu'elles soient, semblent quasi avoir produit  
« et donné moyen de plus grande longueur aux dits  
« procès pour les subtilitez et involutions que l'on a  
« acquis, et trouve à prolonger l'expédition d'iceux, et  
« pervertir l'ordre et formalité de la justice ; de sorte  
« que la plupart de nos subjects délaissant et abandon-  
« nant leur forme et manière de vivre avec leurs arts,  
« industries et tous autres notables et vertueux exercices  
« auxquels ils sont appelés employent le temps de leur  
« vie à la poursuite d'un procez, sans en pouvoir voir la  
« fin et consomment leurs meilleurs ans, avec leurs biens,  
« facultez et substances, en chose si serve et si illibé-  
« rale qu'est cette occupation comme chacun sçait. »

Par cet édit François I<sup>er</sup> créait près de chaque baillage un présidial composé de neuf magistrats jugeant sans appel les causes qui n'excédaient pas deux cent soixante livres de fonds ou vingt livres de rente. Mais cette mesure, si elle mettait un terme à la multiplicité des appels ou voies de recours, ne laissait pas moins les commerçants soumis à la formalité et aux lenteurs de la justice ordinaire. Ce fut alors que peu à peu l'idée se fit jour de soumettre les contestations entre commerçants au jugement de leurs pairs.

Le Parloir  
aux  
bourgeois.

A Paris les marchands semblent avoir pendant long-temps réglé entre eux leurs différends dans les assemblées du « Parloir aux bourgeois » Nous avons fort peu de

renseignements sur cet usage, cependant intéressant ; nous savons seulement que ces réunions se tenaient au Grand Châtelet. M. Glasson ne mentionne même pas cette particularité de la ville de Paris dans son opuscule sur les Juges et Consuls des marchands. Enfin à Marseille les marchands avaient depuis un temps immémorial des juges spéciaux, appelés *Consuls*.

Henri II, sur le modèle de la Conservation des foires de Lyon, établit en 1549 la bourse des Marchands de Toulouse, et en 1556, celle de Marchands de Rouen.

Les Bourses  
de  
commerce.

L'édit de création de la bourse des Marchands de Toulouse date du mois de juillet 1549. Il fut rendu à la demande même des négociants de Toulouse qui présentèrent au roi, le 9 juillet 1548 le placet suivant :

L'Édit  
de 1549.

« Plaise au Roy permettre aux Marchands de la ville  
« de Tholouze dresser et establir une Bourse commune,  
« change et assurance à la manière de Lyon, Envers,  
« Londres et villes d'Ytalye, avec pouvoir de nommer ung  
« de leur compaignye muable chascun an pour juger,  
« décider, déterminer, tous et chascun les différends et  
« procès provenant de ladicte Bourse commune, change  
« et assurance, en première instance (les appellations  
« desquels ressortiront sans moyen en la Court de Par-  
« lement dudict Tholouze) et d'imposer une somme de  
« deniers entre eulx et leurs prospres marchandises pour  
« la construction et édification d'une maison qui sera  
« nommée Bourse commune ou change du lieu plus com-  
« mode, qui par ladicte ville sera advisé, pour illec con-  
« venir, traffiquer, s'assembler et marchander et fournir  
« aux fraiz requis et nécessaires pour l'entretienement  
« de ladicte Bourse commune, change et assurance, avec

« pareillement telz et semblables privilèges, franchises,  
« immuntez et libertez, qui se trouveront consédez et  
« accordez à ladicte ville de Lyon et autres pour raison  
« dudict change, assurance et trafficque de marchan-  
« dises. — Commande le IX<sup>e</sup> jour de juillet 1548. —  
« Monseigneur le Connestable; Monseigneur le Président  
« Bertrand et autres préseurs. Clausse signé (1) ».

Un an après que ce placet avait été adressé au roi, il était répondu et les vœux des marchands de la ville de Toulouse étaient exaucés. Dans les lettres patentes de juillet 1549, après avoir exposé que la ville de Toulouse de par sa situation géographique est une des plus propres au développement du commerce, le Roi Henri II déclare qu'il ne veut pas « pour faulte d'une chose à laquelle on peut aisément et facilement pourvoir, ung bien public si nécessaire pour la mélioration et augmentation de nostre ville de Tholouze, demeurer en arrière. » Il crée donc sur le modèle du change de Lyon une Bourse commune à Toulouse, et en outre, il permet aux marchands d'élire chaque année un prieur et deux consuls choisis parmi eux « qui coynoistront et décideront en première instance de tous et chascuns les procès et différens que pour raison desdictes marchandises, changes, assurances, comptes et aultres choses seront cy-après meuz et intentés entre les marchans trafficquant en icelle nostre ville de Tholouze, et par appel d'eulz en nostre court de Parlement dudict Tholouze immédiatement. »

Cet édit est excessivement important. Il semble bien en effet que cette création de la Bourse des marchands

---

(1) Nous avons eu la bonne fortune de trouver le texte de ce document dans l'*Inventaire des Archives de la Bourse des Marchands de Toulouse* qui a été publié par le Tribunal de Commerce de Toulouse.

de Tholouze soit la première pierre de l'édifice qui va s'élever peu à peu, et devenir la juridiction consulaire.

Mais une autre ville ne va pas tarder à imiter la grande cité méridionale, c'est la ville de Rouen, dont le commerce déjà prospère sollicitera la même mesure. L'édit de 1556 créa la Bourse des Marchands de Rouen.

L'Édit  
de 1556.

Cet édit, dont nous croyons utile de donner le texte intégral en appendice de notre Etude, est particulièrement intéressant par sa rédaction et le soin avec lequel est règlementée la nouvelle institution.

Henri II commence par exprimer tout le désir qu'il a de favoriser la prospérité commerciale de Rouen. Il déclare que dans ce but il faut que les Marchands aient un lieu de réunion où ils puissent traiter leurs affaires et s'entretenir de leurs intérêts. Il crée donc une Bourse « à l'instar, semblance et similitude du change de Lyon et Bourse de Tholouze » et il ordonne en outre que les marchands de la dite ville de Rouen se réuniront tous les ans pour élire un prieur et deux consuls choisis parmi eux et élus à la pluralité des voix. Ces magistrats élus connaîtront en première instance « de tous procez et différens matières et discordz, concernant le fait de marchandises, traffiq et commerce.... etc » et ce « entre toutes gens de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent. » Les articles suivants ont trait à l'exécution des jugements rendus par ces Prieur et Consuls, et c'est là-dessus que l'édit s'étend le plus longuement, prévoyant sans doute les résistances que ne manquerait pas de rencontrer son application.

Ces deux édits de 1549 et de 1556 sont incontestablement le premier essai de la création de juridictions con-

sulaires. Ils offrent à cet égard un intérêt qu'on ne doit ni méconnaître ni exagérer.

L'arbitrage  
forcé.

L'Édit  
de 1560.

Cette tendance manifeste du pouvoir royal à favoriser le règlement des différends d'ordre commercial, et à l'affranchir de la procédure alors en usage apparaît non seulement dans ces édits de création qui ont un caractère purement local, mais encore dans des mesures d'ordre général, mesures qui malheureusement ne produisirent pas les effets attendus. Un document caractéristique à ce point de vue est l'édit rendu en août 1560 par le roi François II. Celui-ci « voyant combien il était de conséquence de ne pas laisser plaider les marchands, pour fait de marchandises par devant les juges-ordinaires, pour les exempter des frais et pour les tirer des longueurs des procédures » rend un édit qui a pour but d'instituer l'arbitrage forcé. « Le désir que nous avons de faire vivre  
« en repos nos sujets nous fait penser tous les jours à  
« de nouveaux moyens pour empêcher la naissance des  
« procès, et aussitôt qu'ils sont meuz les éteindre. Et  
« d'autant qu'il n'y a rien qui plus enrichisse les villes,  
« païs et royaumes que le trafic des marchandises lequel  
« est appuyé et repose entièrement sur la foi des marchands, qui le plus souvent agissent de bonne foi entre  
« eux, sans témoins et notaires, sans garder et observer  
« la subtilité des loix, dont s'ensuit qu'aucuns cauteleux  
« et malicieux, au lieu de payer ou de faire payer ce  
« qu'ils ont promis, travaillent par procès ceux avec  
« lesquels ils ont négocié, et les distraient de leurs  
« marchandises ; tellement que l'assurance et confiance  
« des uns et des autres est par ce moyen tollue, et le  
« train de la marchandise diminué et anéanti.

« Pour ce qu'obvier et remédier par l'avis des princes  
« de nostre sang et gens de nostre conseil établi auprès  
« de nous, avons statué et ordonné, statuons et ordon-  
« nons : que doresnavant nos marchands ne pourront  
« tirer procès les uns des autres pour fait de marchan-  
« dises par devant les juges ou autres ; ains seront con-  
« traints d'élire et s'accorder de trois personnages ou  
« plus grand nombre, en nombre impair, si le cas le re-  
« quiert, marchands ou d'autre qualité, et se rapporter  
« à eux de leurs différends ; et que ce qui sera par eux  
« jugé et arbitré tiendra comme transaction et jugement  
« souverain sans qu'il soit loisible contrevenir à icelle  
« par approximation ou appellation ou autrement.

« Et seront tenus nos juges, à la requête des parties,  
« mettre ou faire mettre à exécution sommairement et  
« de plain, et sans figure de procez, comme s'ils étaient  
« donnés par eux.

« Et où les dits parties ne pourraient, ni voudraient  
« convenir de tels personnages, en ce cas le juge ordi-  
« naire des lieux les y contraindra, et au refus ou délai  
« de les nommer, sans que les parties soient reçues  
« d'appeler à la dite nomination. »

Cet édit qui était l'indice d'une intention louable ne fut pas généralement appliqué. « Il froissait, dit Nougulier, le vœu des commerçants qui n'avaient pas toujours la possibilité de trouver des arbitres éclairés et probes ; comme il amoindrissait aussi les prérogatives des juridictions ordinaires, tous les intéressés réclamèrent, et, malgré les bonnes intentions dont elle portait la germe, cette loi fut méconnue, et les procès commerciaux firent retour aux juges civils. »

Pourquoi  
il ne put être  
appliqué.

## CHAPITRE II

L'ordonnance de 1563. — Son étude. — Ses modifications successives. — Des luttes que la juridiction consulaire, à peine née, eût à soutenir contre les Tribunaux rivaux. Pourquoi elle résista à tous les assauts.

Le Chancelier  
de  
l'Hôpital.

Peut être la royauté plus préoccupée à cette époque par le souci des guerres de religion et des désordres intérieurs que par celui de l'administration et des réformes, n'eut-elle pas de quelque temps encore abouti à une réglementation durable de la juridiction consulaire, sans l'aide d'une des plus belles figures de notre histoire ; le chancelier Michel de l'Hôpital. Brantôme en trace le portrait suivant : « C'était un autre censeur Caton que celui-là ; il en avait l'apparence avec sa grande barbe blanche, son visage pâle, sa façon grave, qu'on eut dit à le voir que c'était un portrait de Saint-Jérôme. Il ne fallait pas se jouer avec ce grand et rude magistrat, qui était doux pourtant là où il voyait la raison. » Il avait remplacé Olivier et fut nommé chancelier en juin 1560. A peine entré en fonctions il provoqua une réunion des Etats Généraux à Orléans.

Les cahiers des trois ordres, et les vœux formulés par les Etats étaient d'accord pour réclamer une amélioration des institutions judiciaires. L'Hôpital se mit à l'œuvre, et dès le mois de novembre 1563, il fit rendre par le roi une ordonnance portant création des Tribunaux de Commerce.

Cette ordonnance est incontestablement le monument fondamental de la juridiction consulaire. Elle mérite une analyse complète. On en trouvera le texte en appendice de notre étude.

L'Ordonnance  
de 1563.

Le préambule fort court expose que l'édit a pour objet d'éviter que les marchands qui veulent plaider soient « adstrains aux subtilitez des lois et ordonnances » ; et mentionne comme tous les édits de l'époque qu'il a été rendu « de l'avis de nostre très honorée dame et mère, des princes de nostre sang, seigneurs et gens de nostre dit Conseil. »

L'édit ordonne aux prévôts des marchands et aux échevins de la ville de Paris de réunir une assemblée de cent notables bourgeois, laquelle assemblée choisira cinq marchands parmi elle ou en dehors d'elle, pourvu seulement qu'ils soient natifs et originaires de Paris. Le premier élu sera le Juge, les quatre autres, des Consuls. Ils prêteront serment devant le prévôt des marchands ; leur fonction ne durera qu'un an.

Trois jours avant l'expiration de leur mandat, lesdits Juge et Consuls convoqueront soixante marchands lesquels désigneront à leur tour trente d'entre eux ; et ces trente d'entre eux devront, séance tenante, désigner le Juge et les quatre Consuls nouveaux. Ceux-ci prêteront serment devant les anciens.

Dans l'alinéa 3, l'édit s'efforce de délimiter la compétence de la nouvelle juridiction. En principe celle-ci aura connaissance de toutes obligations pourvu qu'elles soient entre commerçants et « pour faict de marchandises seulement » ; on n'y voit point figurer la faillite.

L'édit dans le but de rendre la justice plus rapide et moins coûteuse, ordonne que les parties devront comparaître en personne et sur la première assignation. En cas de maladie, elles pourront envoyer leur réponse par écrit, ou se faire représenter par un « parent, voisin ou ami ayant de ce charge et procuration spéciale. »

Si les parties sont contraires en fait, et qu'il y ait lieu à enquête, celle-ci sera immédiatement fixée, et les témoins seront entendus sommairement. « Un seul renvoi pourra être ordonné en raison de la distance ou de la qualité de la matière. »

Enfin il est interdit aux dits Juge et Consuls de recevoir le moindre don ou épice sous peine du crime de concussion. L'édit a voulu soustraire les futurs magistrats aux tentations sous lesquelles succombaient les Juges civils, et qui était le mal inguérissable, le cancer du régime.

L'appel ne sera possible que si la demande excède la somme de cinq cents livres ; en cas d'appel, le Parlement de Paris sera juge du second degré. Dans leurs décisions sujettes à appel, les Juge et Consuls pourront ordonner l'exécution provisoire. La contrainte par corps pourra être exercée contre le débiteur insolvable. Les intérêts ne courront que du jour du premier ajournement, et seront adjugés à raison du denier douze.

Les négociants sont autorisés à s'imposer supplémentairement pour acheter ou louer le lieu où la nouvelle institution tiendra ses assises, lequel lieu sera « appellé la place commune des marchands ; laquelle nous avons dès à présent établie à l'instar et tout ainsi que les places appellées le change en nostre ville de Lyon et Bourses de nos villes de Toloze et Rouen. »

Enfin l'édit permet « auxdits Juge et Consuls de choisir et nommer pour leur scribe et greffier telle personne d'expérience, marchand ou autre ». Ce greffier usera de bon papier, et aura droit pour « salaires et vacations » à un sol tournois par feuillet.

Telles sont les principales dispositions de cette célèbre ordonnance. N'est-il pas frappant de rencontrer d'ores et déjà dans cette réglementation des particularités et des dispositions qui subsistent toujours ? Par exemple l'élection des magistrats consulaires par leurs pairs, la suppression de la procédure, l'exécution provisoire, le défaut de justice consulaire d'appel. Ces traits caractéristiques de la juridiction commerciale sont, bien que sommairement tracés, définitivement fixés et nous verrons que l'effort des successeurs de l'Hôpital ne sera surtout nécessaire que dans la réglementation de la compétence.

On s'est demandé l'origine et la définition du nom de consuls, donné par notre édit aux simples juges, aux assesseurs du Juge, celui-ci étant le Président du Tribunal. « Le mot Consul, dit M. Glasson, était pris au moyen âge dans des sens très divers, et notamment comme synonyme d'échevin, administrateur, officier municipal. Dans certaines contrées, consul était synonyme de Comte, notamment en Angleterre. Dans presque toute l'Europe, on appelait encore consuls les agents établis dans les ports de mer pour protéger les marchands de leur nation ». Le mot consul, désignait dans la juridiction des foires certains marchands que le conservateur des foires faisait venir auprès de lui pour recevoir des avis sur les questions délicates. Toubeau, Prévôt des marchands de Bourges, donne de ce mot

Origine du  
mot consul.

consul une étymologie qui paraît fantaisiste. Il prétend que ce nom aurait été donné aux juges commerciaux en souvenir des Romains, qui donnaient ce nom à leur premier magistrat. « En effet, ajoute-t-il, le mot consul vient de *consulere* qui veut dire veiller et il convient en ce que de la même manière que les anciens consuls veillaient au Gouvernement de la République, de même aussi nos consuls veillent au bon ordre du commerce, et donnent tous leurs soins au public. »

Quoiqu'il en soit de l'origine de la dénomination de consul, cette expression paraît impropre, puisque les quatre consuls établis par l'ordonnance de 1563 n'avaient pas seulement le pouvoir de donner des conseils, mais encore celui de juger au même titre que le Juge.

Les premières  
résistances  
du Parlement.

Le Parlement de Paris ne tarda pas à marquer son hostilité contre la nouvelle institution. Son premier acte est très caractéristique à cet égard. Lors de l'enregistrement de l'édit, il s'attribue compétence pour recevoir le serment des premiers Juge et Consuls, serment dont l'ordonnance attribuait la réception au Prévôt des marchands. Puis à chaque occasion il déclare recevables, sous des prétextes divers, des appels interjetés contre des jugements rendus en dernier ressort, c'est-à-dire quand la demande était inférieure à cinq cents livres. Le Châtelet de Paris, dont la nouvelle institution lésait les prérogatives, avait une attitude analogue.

Bref il en résulta de la part des marchands des plaintes si nombreuses que Charles IX fut obligé d'intervenir par une réglementation complémentaire. C'est l'ordonnance de Bordeaux en date du 28 avril 1565.

Charles IX déclare que les marchands de la bonne Ville de Paris lui ont envoyé un délégué pour lui remontrer « que depuis pour bonnes causes et justes considérations, nous avons en notre dite ville établi la juridiction d'un juge et quatre consuls des marchands, les juges ordinaires et conservateurs des privilèges d'icelle et autres nos juges ont par divers moyens empesché, et chaque jour empeschent le cours de ladite juridiction, sous couleur que le pouvoir que nous avons attribué auxdits Juge et Consuls n'est si amplement et particulièrement déclaré par ledit édit, qu'il est requis ; et le contenu en icelui est par eux respectivement interprété et restreint à leur avantage. Ce qui a causé plusieurs difficultez et controverses, dont sont procédés diverses sentences, défenses, jugements et arrêts contraires à notre édit qui rend la dite juridiction illusoire s'il n'y était par nous pourveu.

L'Ordonnance  
du  
28 avril 1565.

« Scavoir faisons, que désirans singulièrement justice être administrée à nos sujets par les juges que leur avons commis, sans qu'aucun excède le pouvoir à lui attribué, et que par entreprise ou autrement, l'un n'empesche l'autre au cours de la juridiction qui luy est commise : et après avoir fait voir en nostre conseil la requeste et remonstrance desdits marchands, avec plusieurs sentences, jugements et arrêts donnez, tant en nostre Cour de Parlement à Paris, qu'autres nos juges : les reliefs d'appel et requestes respondues pour relever plusieurs appellations de sentences données par lesditz juges et consulz pour sommes non excédant la somme de cinq cents livres et défenses faites, à nos sergens de faire aucuns exploits ou adjournements et d'exécuter les sentences et mandemens d'iceux juges et consulz.

« Avons... etc déclaré : que les Juge et Consulz des marchands établis en nostre dite ville de Paris, cognoissent et jugent en première instance de tous différends entre nos marchands habitants de Paris, pour marchandise vendue ou achetée en gros et en détail, sans que pour raison de ce, nostre Parlement à Paris ou autres nos juges en puissent prendre aucune cognoissance et juridiction soit par appel ou instrument s'inonis cas qui excéderont la somme de cinq cents livres tournois, suivant ledit édit, et laquelle en tant que besoin est ou serait, nous leur avons interdit et très expressément défendue, interdisons et défendons par ces présentes. »

Ce n'est en somme que la confirmation des prescriptions contenues dans l'édit de 1563 et le rappel fait aux autres juridictions de la compétence exclusive des Juge et Consuls pour les affaires commerciales. Le paragraphe 2 est plus intéressant.

« Et quant à la marchandise vendue ou achetée ou promise livrer, et payement pour icelle destiné à faire en ladite ville par les marchands en gros et en détail, tout habitant de ladite ville qu'autres judiciaire et ressorts de nostre royaume par cédulés, promesses, ou obligations encore qu'elles soient passées sous le scel de nostre Châtelet de Paris, avons iceux Juge et Consulz desdits marchands de notre dite ville de Paris, déclaré et déclarons juges compétents et à eux, en tant que besoin est, de nouvel attribué et attribuons la cognoissance et juridiction des différends qui naîtront entre lesdits marchands pour les cas que cy-dessus. »

Ainsi donc le nouveau tribunal sera compétent pourvu que la marchandise ait été vendue ou achetée ou que la livraison ait été promise à Paris ; ou que Paris fût le lieu

de paiement. Cette réglementation de la compétence *ratione loci* est excessivement intéressante, car elle a été, à n'en pas douter, l'origine de l'article 420 du code de procédure civile qui en matière commerciale attribue compétence à trois tribunaux pouvant être différents :

1° Le tribunal de droit commun, c'est-à-dire celui du domicile du défendeur : *actor sequitur forum rei* ;

2° Le tribunal du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée ;

3° Le tribunal du lieu de paiement.

C'est bien la même règle qui ressort du texte de l'ordonnance de 1565, avec cette différence que le texte comporte ces mots : vendue ou achetée ou promise livrer, ce qui permet de supposer qu'une seule de ces trois conditions était nécessaire pour rendre Paris compétent, alors que le paragraphe 2 de l'article 420 susvisé exige la réunion des deux conditions : lieu de la promesse et lieu de la livraison, pour la détermination de la compétence. Quoiqu'il en soit, et à cette différence près, il n'est pas sans intérêt de remarquer que la compétence déterminée par l'article 420 C. pr. civ. a été édictée pour la première fois dès l'origine de l'institution de la juridiction consulaire.

La fin de l'article 2 de la même ordonnance se rapporte à la suppression d'un abus singulier. Certains fonctionnaires publics jouissaient d'un privilège, dit privilège de *commitimus*, qui leur permettaient de n'être justiciables que de certains tribunaux particuliers. Ces fonctionnaires, dont quelques-uns, exerçaient le commerce, déclinaient la compétence de la juridiction consulaire, et les marchands devaient les poursuivre devant leurs tribunaux. Désormais il n'en sera plus ainsi, et les

Juge et Consuls « ne devront avoir aucun égard desdits privilèges ».

Les articles 3 et 4 de notre ordonnance interdisent aux Cours Souveraines de connaître des causes qui ne seraient pas susceptibles d'appel, et l'article 5 s'occupe de la réglementation des sergents : on appelait ainsi les huissiers de l'époque.

Cette ordonnance eut le même sort que les précédentes, et ne parvint pas à empêcher les empiètements des juridictions rivales sur les attributions de la nouvelle juridiction. Le Parlement fit les plus grandes difficultés pour l'enregistrement de l'édit, auquel il finit pourtant par consentir. Toutefois les juges ordinaires continuant leurs entreprises contre la nouvelle institution, « les maîtres et gardes des marchandises unis aux jurés des Etats et métiers », firent auprès du roi de nouvelles remontrances qui aboutirent aux lettres patentes données le 20 juillet 1556.

Lettres  
patentes du  
20 juillet 1556

« Avons dit et ordonné..... etc., que lesdits Juge et Consuls des marchands connoissent de tous différends de marchand à marchand pour fait de marchandise seulement, vendue, troquée ou débitée entre eux en gros et en détail, sans toutefois qu'ils puissent prétendre connoissance de ce qui est ou sera acheté pour l'usage des personnes, encore qu'ils soient marchands, comme pain, vin, viandes, habillements, chaussures et autres telles choses pour servir à l'usage de la personne ; ne connoîtront aussi de ce qui consiste en ouvrages, ou artifices manuels comme maçonnerie, etc. » En somme la compétence des Juge et Consuls s'étendra aux différends entre négociants, et ayant pour cause des

marchandises achetées ou vendues pour les besoins de leur commerce, et non pour leur usage personnel. « Connoîtront également, ajoute notre document, lesdits Juge et Consuls des marchands, des gages, salaires et pensions des commissionnaires, facteurs et serviteurs des marchands pour le fait de trafic seulement. »

Défense est faite aux maitres des requêtes de l'Hôtel du Roi d'expédier aucunes lettres de relief d'appel sur les sentences desdits Juge et Consuls, quand la demande n'excédait pas cinq cents livres, et que par suite il avait été statué en dernier ressort.

Enfin celui qui soulèvera l'incompétence devra motiver son exception; sinon, ou si celle-ci est rejetée, il est passé outre au fond. Injonction est faite au Parlement de juger promptement les appels interjetés contre les décisions des Juge et Consuls.

Nous venons d'examiner les trois monuments législatifs les plus importants de l'époque. Nous venons de voir qu'en dépit des tentatives faites par les juges ordinaires pour rendre illusoirs les bienfaits de la nouvelle institution, celle-ci constamment servie par une volonté énergique, résiste à tous les assauts. Michel de l'Hôpital avait créé la justice consulaire. Il tenait à en faire une institution solide et forte. D'ailleurs celle-ci répondait si bien aux vœux du commerce, le public des marchands en aperçut si bien les avantages que cette faveur du public fut bientôt son principal soutien. Peu à peu il s'était érigé dans les grandes villes du royaume des juridictions à l'image de celles de Paris : c'était à la demande même de ces villes que leur était octroyée l'ordonnance royale autorisant l'érection de ces Tribunaux. Et à la mort du Chancelier de l'Hôpital en 1573, c'est-

à-dire dix ans seulement après le premier édit de création, il existait des Juge et Consuls des Marchands dans la plupart des villes commerçantes du Royaume.

### CHAPITRE III

L'ordonnance de Blois (mai 1579). — Déclarations de 1610 et de 1611. — Ordonnance de 1667. — Ordonnance de 1763. — Arrêt du Parlement de 1698.

L'Ordonnance  
de Blois  
(1579).

Avec la disparition de celui qu'on pourrait justement appeler le Père de la Juridiction consulaire, cette institution perdit son plus énergique appui. Car si la faveur du public lui restait, celle-ci était impuissante à la préserver des entreprises inlassables dirigées contre elle par les juges ordinaires. Le frein qui arrêta ses ennemis n'existant plus, elle fut plus que jamais, en butte à leurs attaques. Certains cahiers des Etats de Blois demandèrent la suppression des juridictions consulaires. Pour bien comprendre l'attitude de la royauté, il faut se rappeler que nous sommes à l'époque des guerres de religion. Les vœux demandant la suppression des juridictions consulaires émanaient des amis de la Sainte-Ligue. Le roi ne pouvait refuser de satisfaire à leurs désirs. Toutefois l'ordonnance de 1579 ne supprima les juridictions consulaires que dans les villes « qui n'étaient pas capitales ou principales ». Le succès des juges ordinaires fut de pure forme ; en fait l'ordonnance de 1579 n'eut aucune portée et ne reçut aucune application car les villes qui jouissaient des bienfaits de l'institution consulaire étaient toutes des villes importantes : c'est-à-

dire celles-là même où la nécessité des juges commerciaux s'était fait sentir.

Il faut arriver à l'avènement d'Henri IV et à l'Edit de Nantes pour voir la fin des discordes qui divisaient le royaume. Avec le nouveau roi, une ère de prospérité s'ouvre dans le pays. L'industrie et le commerce, qui ne peuvent se développer qu'avec la paix, prennent un nouvel essor, à la faveur des mesures de protection et d'encouragement qui leur sont donnés par Sully. Un roi aussi sage et aussi habile qu'Henri IV, aidé par un conseiller d'un esprit aussi ouvert que Sully, ne pouvait que veiller au maintien et au développement des juridictions consulaires. Par les lettres patentes du 22 février 1599, il défend, encore une fois, les juridictions consulaires contre les attaques et les violations quotidiennes, dont se rendaient coutumiers les juges ordinaires.

Lettres  
patentes du 22  
février 1599.

Ceux-ci, à la faveur des troubles intérieurs avaient redoublé d'audace. Ils émettaient maintenant la prétention de restreindre la compétence des Juge et Consuls aux contestations de marchand à marchand de même marchandise ; mais voici qui est plus fort encore : le Prévôt d'Orléans et son lieutenant interdisent aux sergents « d'exploiter les mandements et jugements des Juge et Consuls ». Les lettres patentes de 1599 renouvelant celles de 1597, ont pour but d'interdire ces violations manifestes des ordonnances de création et d'en maintenir l'application intégrale.

Mais le règne d'Henri IV fut de courte durée. Dès la mort tragique de ce roi, les ennemis de l'institution consulaire reprennent de plus belle leurs attaques. Ils arrivent à surprendre à la faiblesse de la régence, la

Déclaration  
du 2 Octobre  
1610.

déclaration du 2 octobre 1610. Soit que profitant à la fois de l'imprécision des textes qui réglaient sa compétence, et de la faveur avec laquelle elle fut regardée et mise en pratique par le public, cette institution en fût arrivée à connaître de causes qu'elle n'était point apte à juger, soit que, ce qui nous paraît plus probable, ces griefs aient été imaginés par ses adversaires, toujours est-il que la déclaration du 2 octobre 1610 a pour but manifeste de restreindre la compétence des Consuls. « Louis, etc, combien que par l'Edit d'établissement des Juge-Consuls, la juridiction d'iceux ait été limitée pour connaître des différends d'entre marchands et pour faicts de marchandises seulement; toutefois lesdits juges connaissent ordinairement de toutes sortes de conventions, ons qu'elles ne soient pour faicts de marchandises; de cédules et obligations particulières, de prêts en deniers, lesquels ne sont pas pour fait de marchandises; de gages de serviteurs, salaires de mercenaires; de ventes de blés et vins par laboureurs et vigneron pour ce qui est de leur crû, leur donnant la qualité de marchands; de loyers de maisons ou héritages, maisons et fermages, et toutes les autres affaires qui leur sont présentées, encore que cela ne soit de leur juridiction et connaissance et que plusieurs ne soient capables du jugement des affaires qui ne sont de leur vocation, n'ayant la connaissance des ordonnances et coutumes; ce qui cause un grand désordre auquel nos Cours ont voulu apporter remède par plusieurs arrêts auxquels lesdits Consuls n'ont obéi; à quoi désirons pourvoir.

Nous... voulons que suivant notre édit de création et établissement, les Juge-Consuls connaîtront seulement des différends entre marchands, et pour fait de

marchandises seulement, leur faisant expresse inhibition de prendre aucune juridiction et connaissance des procès et différends pour promesses, cédules et obligations en deniers de pur prêt, qui ne sont causés pour vente et délivrance de marchandises, de loyers de maisons, fermes, location, moisson de grains, ventes de blés, vins et autres denrées, faites par bourgeois, laboureurs et vigneronns étant de leur crû et revenus, salaires ou marchés par maçons, charpentiers, autres ouvriers et mercenaires ; ains ordonner aux parties de pourvoir devant leurs juges ores qu'ils ne demandent leur renvoi, à peine de nullité, des jugements qui interviendront, dépens, dommages et intérêts, pour lesquels en cas de contravention, il pourront être pris à partie. »

Il apparaît d'après ce texte que les Juge-Consuls auraient pris l'habitude de juger les procès entre marchands qui avaient d'autres objets que des marchandises ou des actes de transactions faits pour les besoins de leur commerce. La sanction de l'inobservation de ces « inhibitions » est la prise à partie.

On voit quelle menace terrible pesait ainsi sur la tête de magistrats qui n'assuraient leurs fonctions que par désintéressement et par amour du bien public. Le danger était tel que l'incompétence soulevée était à peu près accordée d'avance. C'était bien un coup mortel donné à l'édifice construit par la persévérance des Rois et de leurs ministres de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. L'apparition de cette déclaration, souleva comme bien on pense, un émoi général dans le corps des Juge-Consuls ; les Juge-Consuls et les corps et communautés des marchands de Paris, de Poitiers, de Niort et d'Orléans portèrent au pied du trône leurs doléances et exactement

un an après la déclaration de 1610, le 4 Octobre 1611, intervient une déclaration qui vient supprimer ce qu'il y a d'excessif et de dangereux dans la précédente. « Sur quoy lesdits Juge et Consulz et les corps et communautéz des marchands, tant de notre bonne ville de Paris, que des villes de Poitiers, Niort et Orléans, nous ont fait remontrer que nos dites lettres (du 16 Octobre 1610) de déclaration étoient contraires à l'édit de création et établissement desdits Juge et Consulz, déclarations et arrêts, tant de nostre conseil que Cour du Parlement, et que d'ailleurs si ladite déclaration avait lieu, elle anéantirait les juridictions desdits Juge et Consulz, lesquels maintiennent le trafic et commerce entre nostre peuple, qui reçoit les proficts et utilitez de cette briève et gratuite justice ; joint que pour la crainte d'estre pris à partie aucune ne voudroit à l'advenir accepter lesdites charges..... etc. »

Faisant droit à ces réclamations, Louis XIII ordonne « que lesdits Juge et Consulz connoistront des causes et différends entre marchands, suivant nos édicts et déclarations, même pour argent presté et baillé à recouvrer l'un à l'autre par obligations, cédules missives et lettres de change, pour cause de marchandize seulement ; et *ne pourront être pris à partie*, si non ès cas de nos ordonnances, faisant inhibitions et défenses aux Prévôts de Paris, etc. » Ici on rappelle les Juges de droit commun au respect des attributions qui sont conférées aux Juge-Consuls. En somme on rendait à ces derniers leur compétence première, arbitrairement diminuée par la déclaration de 1610. Mais, au point de vue de l'influence qu'elle eut sur les abus et les entreprises de la juridiction.

ordinaire, cette dernière ordonnance resta lettre-morte au même titre que celles qui avaient précédé.

Au point de vue des voies de recours contre les décisions rendues par les magistrats consulaires, la législation qui résultait des ordonnances était très simple : jusqu'à cinq cents livres dernier ressort. Au-dessus de cette somme, on pouvait faire appel, et le Parlement était seul juge d'appel. Si la compétence était soulevée, le Parlement seul avait également qualité pour statuer. C'est cette règle pourtant très simple que les justiciables de mauvaise foi, avec la complicité des juges ordinaires, violaient constamment. Et c'est à son observation que le Parlement, dont l'attitude au début hostile s'est avantageusement modifiée, et le Conseil du Roi, vont prêter la main. M. G. Denière, dans son ouvrage sur la Juridiction consulaire de Paris, cite à cet égard quelques exemples des plus édifiants. Ces exemples, naturellement, sont empruntés à Paris, mais il n'en sont que plus intéressants, car ils nous montrent combien sous les yeux mêmes du Roi et du Parlement il se commettait de singuliers abus, et nous pouvons en conclure facilement ce qui devait se passer en Province à cet égard. « En 1614, dit M. Denière, deux marchands drapiers assignent un tailleur par devant les Juge et Consuls. Celui-ci prétend que le différend n'est pas relatif à un fait de marchandise, et sur un seul dépôt, il est condamné et jugé. Il s'adresse alors *au Prévôt de Paris* qui casse la sentence des Juge-Consuls, et le fait élargir. Les marchands drapiers appellent au jugement du Prévôt devant le Parlement ; les Consuls interviennent pour la conservation de leur juridiction et un arrêt du 5 mars 1615 révoque et annule comme attentat tout ce qui a été fait

par le Prévôt de Paris. — » Une autre fois, dans une affaire où il s'agit de vente de vins, l'intimé un cabaretier, ne s'étant pas présenté devant l'arbitre nommé par les Consuls, est condamné à payer la somme qui fait l'objet du litige ; mais il allègue que le demandeur est courtier et non marchand et il se pourvoit *au Prévôt de Paris*, qui casse les jugements des Consuls. Le Parlement saisi, rend le 12 mars 1615 un arrêt conforme au précédent.

Il arrivait fréquemment que par suite de conflits entre les juridictions rivales, le Conseil du Roi était obligé de procéder à un règlement de juges, et il est juste de reconnaître qu'il se comporta en gardien vigilant des attributions des juges consulaires. Peut-être toutefois y a-t-il lieu de s'étonner que ces violations constantes des règles qui délimitaient les compétences respectives par les juges de droit commun n'aient pas mérité une sanction plus sévère, étant faites le plus souvent en connaissance de cause et en vue d'un profit, que les annulations de décisions. Mais il ne faut pas oublier de quelle influence jouissaient auprès du pouvoir royal ces autorités locales et la nécessité où se trouvait la royauté de se ménager leur appui.

Malgré tout, après la déclaration du 4 octobre 1611, les juridictions consulaires ne seront plus menacées à l'avenir. Un demi siècle avait suffi pour les faire apprécier, et leur disparition ne fut plus escomptée, même par leurs pires ennemis. Les incidents que nous venons de signaler sont le seul intérêt que nous offre l'histoire de notre institution durant le règne de Louis XIII.

Mais dès le gouvernement personnel de Louis XIV, le commerce est encouragé ; sous l'active direction de

Colbert les manufactures se développent. Deux grandes Compagnies de navigation (Compagnie des Indes Orientales et des Indes Occidentales) sont fondées pour établir des relations directes entre la France et les pays exotiques ; le roi favorise cette création de ses deniers personnels. Et l'édit du 2 juillet 1664 qui crée ces compagnies attribue aux Juge-Consuls la connaissance en première instance jusqu'à mille livres, des différends entre les Directeurs et les particuliers. Par son édit d'août 1669, le Roi déclare : « qu'il n'y a point de moyen plus innocent et plus légitime que le commerce en général qui a été toujours en grande considération parmi les nations les plus policées..... » Il est évident que les Juges consulaires ne pouvaient trouver dans le développement des affaires commerciales que matière à agrandir leur prestige et leur autorité, et la faveur royale se manifeste à leur égard par deux ordonnances célèbres, celle d'avril 1667 et celle de mars 1673.

L'ordonnance de 1667, qui fut le code de procédure de l'époque, consacre tout son seizième titre à « la forme de procéder par-devant les Juge et Consuls des marchands. »

L'Ordonnance  
de 1667.

L'article premier déclare que « ceux qui seront assis devant les Juge et Consuls des marchands seront tenus de comparoir en personne à la première audience pour être ouïs par leur bouche » et l'article II « qu'en cas de maladie, absence ou autre légitime empêchement, pourront envoyer un mémoire contenant les moyens de leur demande en défense, signé de leur main, ou par un de leurs parents, voisins ou amis ayant de ce charge ou procuration spéciale dont il fera apparoir, et sera la

cause vidée sur le champ sans ministère d'avocat ni procureur ». C'est, jusque dans certains termes même, la règle posée par l'ordonnance de 1563 ; Louis XIV ne fait, un siècle plus tard, que formuler de façon plus explicite, les mêmes dispositions. C'était là une sage précaution. Il était bon de rappeler aux négociants qu'ils avaient le droit, dans tous les cas, de se passer du ministère des officiers publics, car l'édit de création était resté inobservé sur ce point.

L'article III présente un plus grand intérêt. « Pourront néanmoins les Juge et Consuls, s'il est nécessaire de voir les pièces, nommer en présence des parties ou de ceux qui seront chargés de leur mémoire, un des anciens consuls ou autre marchand non suspect pour les examiner, et sur son rapport donner sentence qui sera prononcée en la prochaine audience. » C'est la création des experts ou arbitres. Ces auxiliaires de la justice n'avaient pas été prévus en 1563 pour les Tribunaux de Commerce. Mais dans un siècle les affaires se sont tellement multipliées que les Juges, qui exercent leurs fonctions judiciaires sans négliger leurs propres intérêts, n'ont pas le temps matériel de compulser tous les dossiers ; ils confient donc cette besogne à des mandataires qu'ils agréent auprès d'eux.

L'article IV prévoit que dans certains cas le Tribunal pourra ordonner que la partie non comparante, sera entendu en personne, et fixer le jour de cette comparution. « Pourront, s'ils jugent nécessaire d'entendre la partie non comparante, sera ordonner qu'elle sera ouïe par sa bouche en l'audience en lui donnant délai compétent ; ou si elle était malade, commettre l'un d'entre eux pour prendre l'interrogatoire que le greffier sera tenu

de rédiger par écrit »; on voit quel souci cela démontre chez le rédacteur de l'ordonnance de fournir tous les moyens de rechercher la vérité.

Les articles V et VI sont relatifs aux jugements de défauts. Faute par l'une des parties de comparaître à la première audience, l'autre partie pourra prendre ses avantages en demandant défaut ou congé. Mais ce défaut ou ce congé pourront être rabattus à l'audience suivante, si le défaillant somme son adversaire de comparaître et offre plaider « sur le champ ». La rapidité de cette procédure est remarquable ; mais elle n'était pas exempte d'inconvénients. Jusqu'alors les défauts avaient porté réassignation et cet usage était vu avec faveur, par ce que les assignations étaient données la veille de l'audience, eu égard aux forains, et il arrivait souvent que les intéressés n'en avaient pas connaissance. Les Juge-Consuls élevèrent des protestations contre cette innovation. Ils firent valoir que sans le savoir les marchands pouvaient être assignés ; jugés et condamnés, exécutés même « ajoutant que les premières assignations étaient la plupart données par les huissiers au Châtelet qui, ne reconnaissant que le lieutenant civil, et ne voulant point rendre raison aux Juge-Consuls, ne se souciaient pas de remettre ces assignations avec régularité ou même ne les remettaient pas du tout. » Ils demandaient donc qu'on revint à l'ancienne manière, laquelle exigeait d'ailleurs moins de frais que le rabat d'une sentence. Le roi faisant droit à ces raisons ordonna à son Conseil, le 28 décembre 1668, que la réassignation serait remise en usage dans les juridictions consulaires.

Les articles VII, VIII et IX règlent la procédure de l'enquête, Si les parties sont contraires en fait, et

que la preuve en soit recevable par témoins, délai compétent leur sera donné pour faire comparoir respectivement leurs témoins, qui seront ouïs sommairement à l'audience, après que les parties auront proposé verbalement leurs reproches, ou qu'elles auront été sommées de le faire, pour ensuite être la cause jugée en la même audience ; ou au Conseil sur la lecture des pièces. » Si les témoins d'une des parties ne comparaissent pas, les juges ont plein pouvoir de déclarer l'enquête terminée, ou de permettre de les citer à nouveau, au quel cas ils sont entendus en Chambre du Conseil. Un procès-verbal sera dressé des dépositions des témoins ; et ce procès-verbal sera signé des témoins quand ils auront été « ouïs » en la Chambre du Conseil. L'ordonnance ne distingue donc pas les enquêtes en premier ou dernier ressort. On sait qu'aujourd'hui pour les premières seules, la rédaction d'un procès-verbal est nécessaire. De plus le procès-verbal doit toujours être signé du témoin après que sa déposition lui a été lue. Voilà donc une légère différence de détail.

Un mot au sujet des délais. Nous trouvons constamment, dans les édits ou ordonnances de cette époque les mots délai compétent. Il faut entendre par là, à n'en pas douter, délai suffisant. Quel était ce délai ? Aucun texte ne l'indique. Qu'en conclure, sinon que le juge avait tout pouvoir pour apprécier si le délai imparti était suffisant ou pour fixer lui-même ce délai, selon les distances ?

L'article X fait un devoir aux Juge et Consuls de « faire mention dans leur sentence des déclinatoires qui seront proposées. » On comprend aisément qu'il doive rester trace dans « sentence » des moyens invo-

qués par les défendeurs, afin que la voie des recours soit ouverte plus facilement.

Enfin l'article XI et dernier rappelle aux Juge-Consuls qu'ils ne doivent accepter aucuns épices ou salaires, et ce à peine de concussion.

Ces dispositions de l'ordonnance de 1667 ne sont, en somme à l'exception de quelques détails, tels que la création des experts, les règles relatives au défaut, que la paraphrase ou la codification de l'édit de 1563. Elle restera, en ce qui concerne la forme de procéder devant les Tribunaux de Commerce, la législation définitive, jusqu'à la promulgation du Code de procédure civile.

Très importante aussi par son objet et sa durée est l'ordonnance de 1673. Celle-ci plus célèbre encore émane de Colbert. Nous avons vu que peu de temps après l'édit de 1563, et dès que les bienfaits de la nouvelle institution s'étaient fait sentir il s'était créé dans la plupart des villes importantes du royaume des juridictions consulaires. Ces juridictions manquaient d'unité. Enfin les règles de compétence bien que plusieurs fois définies n'avaient pas un caractère de netteté qui permit de les discerner sans peine à travers les autres dispositions des précédents édits et à raison même des contradictions de ces édits. C'est à ce double besoin que répond l'ordonnance de 1673. De cette ordonnance « servant de règlement pour le commerce ». Un seul titre nous intéresse, le titre XII « concernant la juridiction des Consuls. »

Son article I est ainsi conçu : « Déclarons commun pour tous les sièges des Juge et Consuls l'édit de leur établissement dans notre bonne ville de Paris du mois de

L'Ordonnance  
de 1673.

novembre 1563, et tous autres édits et déclarations touchant la juridiction consulaire enregistrée en nos Cours de Parlement ». C'est que les édits de création promulgués à différentes reprises, n'étaient pas tous la reproduction de celui de 1563. Ainsi à Lyon, il exista pendant quelque temps en même temps que les Juge-Consuls une juridiction des foires. On fut bientôt obligé de réunir les deux juridictions en une seule sous le nom Conservation des Foires de Lyon ; c'est l'objet de l'édit de mai 1655. (?)

De même en ce qui concerne l'élection des magistrats consulaires, elle était loin d'avoir lieu de la même façon dans toutes les villes où existait cette juridiction. Merlin (nouveau répertoire, V<sup>e</sup> *Consul des Marchands*) dit qu'à Montpellier le prieur et les Consuls étaient élus à la pluralité des voix des anciens Juge-Consuls et des autres bourgeois et marchands ; qu'à Bordeaux, trois jours avant l'expiration de leur année de magistrature, les Juge-Consuls sortants devaient appeler jusqu'à quarante marchands, bourgeois de cette ville, lesquels sans partir du lieu et sans désemperer, devaient procéder avec eux et à l'instant à l'élection des nouveaux juges ; que l'on convoquait à Bourges pour l'élection, cinquante marchands : qu'à Lille et à Valenciennes, les Juge-Consuls étaient obligés d'appeler vingt marchands et négociants pour procéder avec eux à l'élection, etc... » Désormais le mode d'élection sera le même partout, et à l'exemple de celui établi à Paris par l'édit de 1563.

Les articles suivants sont précédés du sous-titre. « De quelles matières connoissent les Juge et Consuls. » Les articles II et III sont relatifs aux lettres de change. « Les Juge et Consuls connoîtront dit l'article II, de tous

billets de change faits entre négociants et marchands, ou dont ils devront la valeur, et entre toutes personnes pour lettres de change ou remis d'argent faites de place en place. » Les Tribunaux de Commerce pouvaient donc alors comme aujourd'hui, connaître des lettres de change entre toutes personnes. « Même nobles, officiers, ecclésiastiques, dit Jousse, parce que ces personnes ont dérogé à leur qualité en subissant un pareil engagement et que ces lettres sont une espèce de négoce ». Dans son commentaire de l'ordonnance de 1673 (titre V art. 27) le même auteur s'exprime ainsi au sujet de ces « billets de change » « on entend, dit Jousse, par billets de change ceux qui se font pour lettres de change fournies ou qui portent promesse d'en fournir... comme quand un négociant ou autre a besoin dans une autre ville pour payer des marchandises qu'il veut y acheter et qu'il voudrait avoir des lettres de change pour recevoir de l'argent dans cet endroit, alors il s'adresse à un autre négociant ou banquier qui lui fournit ou s'oblige à lui fournir ces lettres pour les lieux dont il a besoin, au moyen de quoi celui à qui les lettres de change sont ainsi fournies ou promises fait à l'autre un billet de pareille somme, payable dans le temps dont ils conviennent, lequel porte valeur reçue en lettres de change ou contient l'obligation d'en fournir. »

Il apparaît donc que ces « billets de change » devaient être d'un usage assez répandu. Il est à remarquer que la dernière partie de l'article II de l'ordonnance de 1673 était passée littéralement dans le Code de Commerce lors de sa promulgation. Le dernier paragraphe de l'article 632, qui contient l'énumération des actes de commerce, était en effet ainsi conçu : « Entre toutes

personnes, les lettre de change ou remise d'argent faites de place en place. » Plus tard, la loi du 7 juin 1894 est venue supprimer la fin de ce paragraphe à raison des divergences d'interprétation qu'avait fait naître cette expression : « de remises d'argent faites de place en place. »

On voit donc la très grande importance de cet article II qui est d'ailleurs une innovation à l'édit de 1563. L'article III ne fait que le renforcer et en préciser le sens : « Leur défendons de connoître des billets de change entre particuliers autres que négociants et marchands, ou dont ils ne devront point la valeur. Voulons que les parties se pourvoient devant les juges ordinaires, ainsi que pour de simples promesses. »

La question qui exigeait surtout un texte clair et précis était celle de la compétence réelle, de la compétence naturelle des Juge-Consuls. Cette question revient à une définition de l'acte de Commerce. Le Code de Commerce, article 632, la résolve en disant la loi répute acte de Commerce tout achat de denrées et marchandises pour les revendre « soit en nature soit après les avoir travaillées et remises en œuvre, etc. . . . »

L'article 4 de notre ordonnance s'exprime ainsi ;

« Les Juge et Consuls connoîtront les différends pour ventes faites par des marchands, artisans et gens de métier, afin de revendre ou de travailler de leur profession ; comme à tailleurs d'habits pour étoffes, passements et autres fournitures, boulangers et pâtisseries pour blé et farine . . . et autres semblables. » Cet article ne fait donc que reproduire en d'autres termes le texte de l'ordonnance de 1563.

L'article V, qui se trouve aussi dans la même ordonnance et attribue compétence aux Juge-Consuls pour « gages, salaires et pensions des commissionnaires, facteurs ou serviteurs des marchands pour le fait de leur trafic seulement » a été reproduit par le législateur de 1807, dans l'article 634, première partie, du Code de Commerce.

Parmi les autres articles de l'ordonnance, deux seulement offrent un grand intérêt. L'article VII relatif au commerce maritime, attribue à la juridiction consulaire la connaissance « des différends à cause des assurances, grosses aventures, promesses, obligations et contrats concernant le commerce de la Mer, le fret et naulage des vaisseaux. » Cet article ne subsista pas longtemps. En effet les juges de l'amirauté réclamèrent contre cette disposition, et obtinrent son abrogation (lettres patentes du 29 juillet 1678 et titre II (article II) de l'ordonnance de la marine de 1681). Quant à l'article XVII, il règle la compétence personnelle « Le créancier pourra donner l'assignation à son choix ou au lieu du domicile du débiteur, ou au lieu auquel la promesse a été faite et la marchandise fournie ou au lieu auquel le paiement doit être fait. » C'est là la compétence qui a été reconnue par l'article 420 du Code de procédure civile, et dont nous avons trouvé les premiers indices dans l'ordonnance de 1565.

Les autres articles sont presque tous relatifs aux conflits qui pourraient s'élever entre les juridictions. Il est fait défense de donner des assignations par-devant les juges ordinaires ou autres en révocation de celles données par-devant les Juge et Consuls, de casser pour surseoir les procédures et poursuites en exécution des

sentences de ces derniers et d'interdire de procéder par-devant eux. Les parties qui auront présenté des requêtes à ces fins, les procureurs qui les auront signées, les huissiers ou sergents qui les auront signifiées, seront condamnés chacun à cinquante livres d'amende, moitié au profit de la partie, moitié au profit des pauvres.

Cette ordonnance de 1673, dont le titre XII seul a trait à la juridiction consulaire, était, nous l'avons vu, une réglementation générale du commerce. Signalons rapidement qu'elle institue notamment l'obligation pour les commerçants de faire coter et parapher leurs livres, et que le titre III, article IV de cette ordonnance est encore cité dans l'article 8 paragraphe 7 du tarif du 18 juin 1880. (Droits des greffiers des tribunaux de commerce) qui maintient l'émolument de 0 fr. 25 chiffre fixé pour l'inscription du certificat constatant que les livres d'un commerçant ont été cotés et paraphés au registre prescrit par ladite ordonnance.

L'intention du législateur de 1673 a été sans aucun doute de bien définir les attributions des juges de commerce, dans le but d'empêcher les entreprises des juges ordinaires. Ceux-ci n'en continuèrent pas moins leurs empiètements ; et les griefs des Juge-Consuls contre leurs rivaux sont bien exposés dans un jugement rendu par eux le 29 décembre de cette même année 1673, c'est-à-dire quelques mois à peine après la promulgation de l'ordonnance que nous venons d'analyser. Les Juge-Consuls se plaignent « de ce qu'au préjudice des assignations ils font donner devant nous à leurs débiteurs pour la condamnation des sommes à eux dues pour fait de commerce, circonstances et dépendances, ils sont traduits au Châtelet, ou par devant autres juges, en

revendications d'assignations. même en nullité et cassation de nos sentences, où l'on surprend des ordonnances et sentences portant défense d'exécuter les sentences par nous rendues avec condamnation d'amende contre ceux qui se sont pourvus devant nous ; comme aussi que pour l'exécution de nos sentences oppositions à icelles, saisies faites des deniers qui pourraient avoir été consignés en conséquence..... les huissiers à cheval, sergents à verge au Châtelet de Paris et autres huissiers *par une affectation et pour les faire contourner en frais*, donnent les assignations au Châtelet ou par devant autres juges. » Les juge-consuls font afficher ce jugement lu en pleine audience ; et le font notifier aux intéressés, juges, gardes et huissiers.

Ce jugement qui avait tout l'air d'un règlement et dont la légalité pouvait bien être discutée ne rencontra que l'indifférence des juges ordinaires ; les conflits entre les juridictions rivales n'en furent point arrêtées, et le 17 mars 1698, les juge-consuls de Paris renouvelèrent sous la forme d'une ordonnance leur jugement de 1673, « par lequel ils faisaient défense à leurs justiciables de se pourvoir ailleurs que par devant eux pour fait de leur commerce. » Cette fois cette manifestation ne passa pas inaperçue, mais souleva la plus vive irritation chez les intéressés ; et le 23 avril suivant, le lieutenant civil rendit à son tour une ordonnance pour protester contre le droit que s'attribuaient les juge-consuls de procéder par voie réglementaire, en donnant à leurs jugements la publicité d'une mesure royale, et de vouloir connaître de l'exécution de leurs jugements, ce qui était contraire, disait-il, à l'usage et à l'esprit des textes concernant la matière. Et le même lieutenant civil ordonne que le

procureur du Roi se pourvoira au Parlement pour faire annuler l'ordonnance rendue « incompétente et par des gens sans pouvoir », et pour « faire défendre aux juge et consuls de faire publier et afficher au nom du Roi. »

Arrêt  
du Parlement  
de Paris  
de 1698.

Le Parlement est donc saisi, et rend le 7 août 1698 son arrêt « servant de règlement pour les officiers du Châtelet et des autres juridictions et les juge et consuls ». Daguessau expose à la Cour le conflit dont elle est saisie, et dit qu'il n'était pas permis « de demeurer plus longtemps dans le silence sur les contestations trop publiques que l'intérêt de la juridiction a fait naître depuis quelque temps entre les officiers du Châtelet et les juge et consuls », qu'en dépit du soin qu'a pris l'ordonnance de 1673 de « marquer des bornes justes et certaines », entre la juridiction ordinaire et celle des juge et consuls, des conflits ne cessent de se produire; que tant que ces conflits « se passaient entre parties » la nécessité d'une intervention du Parlement ne se faisait pas sentir, mais qu'étant donné la tournure prise par ces conflits, et les prétentions respectives des juridictions rivales portant atteinte au droit des parties, il importe de résoudre toutes ces difficultés.

Le représentant du Roi examine ensuite et qualifie sévèrement l'attitude des juge-consulaires lesquels, quoiqu'ils « ne puissent s'attribuer l'autorité de « faire des règlements », ont fait publier une ordonnance qui « n'étant qu'une simple et inutile répétition de l'ordonnance de 1673, n'en contient que les termes sans en avoir l'autorité »; il désapprouve également celle du Prévôt de Paris, bien que celle-ci ne soit qu'une riposte à celle des juge-consuls. Il énumère ensuite les princi-

pales difficultés d'interprétation qui divisent les juges-consuls et les juges ordinaires, et il conclut que « la raison de l'autorité, le bien public et particulier, l'intérêt des juges et celui des parties, tout concourt à les déterminer à demander à la Cour..... de prévenir par des défenses respectives les inconvénients dans lesquels deux réglemens contraires peuvent jeter les parties ; d'ordonner ensuite l'exécution pure et simple de l'ordonnance ; de condamner les voies indirectes par lesquelles l'artifice des parties a trouvé depuis quelque temps les moyens de l'éluder, et de faire en sorte<sup>e</sup> que l'attention des juges qui sont soumis à l'autorité de la Cour, n'étant plus partagée par des conflits de juridiction si peu dignes de les occuper, se réunisse désormais et se consacre tout entière au service public dans la portion de juridiction que la bonté du Roi veut bien lui confier. »

En faisant droit aux conclusions motivées de Daguesseau, dont l'arrêt ci-après n'est que la reproduction pure et simple, le Parlement statua dans les termes suivants :

« Les gens du Roi retirés, vu lesdites sentences en forme de règlement desdits jours 17 mars et 23 avril derniers, la matière en délibération ;

« La Cour a reçu le procureur général du Roi appelant desdites sentences en forme de règlement ; lui permet de faire intimer qui bon lui semblera pour procéder sur ledit appel sur lequel il sera fait droit, ainsi que de raison. Cependant fait défenses respectives de les exécuter ordonne que les édits et déclarations du Roi, et les arrêts et réglemens de la Cour concernant la juridiction nommément l'article 15 du titre XII de l'ordonnance de 1673, seront exécutés selon leur forme et teneur ; et en con-

séquence, fait défense au Prévôt de Paris et à tous autres juges de révoquer (même sur la réquisition des substituts du procureur général), les assignations données par devant les juge et consuls, de casser et annuler leurs sentences, d'en surseoir, arrêter ou empêcher en quelque manière que ce soit l'exécution, de faire élargir les prisonniers, arrêtés en vertu de leurs jugements, et de prononcer aucune condamnation d'amende pour distraction de juridiction, tant contre les parties que contre les huissiers, sergents et de tous autres qui auront donné ou fait donner des assignations par devant lesdits juge et consuls, sans préjudice aux parties de se pourvoir en la Cour par appel, pour lui être fait droit sur le renvoi par elle requis, et au substitut du procureur général du Roi d'y intervenir, ou même d'interjeter appel chef pour la conservation de la juridiction, ainsi qu'il verra bon être.

« Comme aussi fait substitutions et défenses aux juge et consuls de connaître des matières qui ne sont pas de leur compétence ; leur enjoint dans ce cas de déférer aux renvois dont ils seront requis par les parties. Ordonne que le présent arrêt sera lu et publié à l'audience du Parc civil du Châtelet et à celle des juge et consuls de cette ville de Paris, et affiché partout où besoin sera. Fait en Parlement, le 7 août 1698. »

Cet arrêt, dont l'importance ne saurait échapper, eut pour effet de faire cesser pour quelques années les rivalités déplorables qui l'avaient inspiré, et, tout en essayant de maintenir l'équilibre entre des rivaux également puissants, il contribua à fortifier l'autorité des juge-consuls.

Le Roi Louis XIV ne manque jamais l'occasion de témoigner de sa faveur pour le commerce. Le 29 juin

1700 « voulant plus que jamais, accorder une protection particulière au commerce, marquer l'estime qu'il fait des bons marchands et négociants de son royaume, leur faciliter les moyens de faire fleurir et étendre leur commerce » il établit un Conseil permanent composé de conseillers d'Etat, de maîtres des requêtes et de douze députés du commerce des principales villes. Paris aura deux députés qui seront élus dans un collège composé des juge-consuls en fonctions, des anciens juge-consuls, des maîtres et gardes des six corps des marchands.

Une ordonnance du 30 août 1701 crée les Chambres de commerce dans les villes importantes ; et cette nouvelle institution sera pour la juridiction consulaire un précieux appui.

Enfin, il faut croire que malgré les attaques qu'elles avaient subies, les atteintes portées à leur compétence, les juridictions consulaires rendaient d'immenses services. Elles continuaient à avoir la faveur du public : et celle de l'autorité royale. En 1710, leur nombre est augmenté d'un tiers, et l'édit relatif à cette augmentation s'exprime ainsi : « Comme le nombre de ces juridictions n'est que de *quarante et une* dans toute l'étendue de notre royaume, ce qui n'est pas, à beaucoup près, suffisant pour le soulagement, expédition et commodité de nos sujets qui sont obligés d'y porter leurs causes et différends et souvent de se transporter à vingt-cinq ou trente lieues de leur demeure, ce qui dérange leur commerce et les constitue dans des frais considérables, nous avons cru en même temps devoir établir vingt nouvelles juridictions dans les principales villes de notre royaume où il n'y en a point. »

La  
Connaissance  
des  
Faillites.

La faveur royale se manifeste de façon plus marquée encore en modifiant la réglementation des faillites. Nous n'avons, dans la série des édits ou ordonnances ci-dessus analysés et tous relatifs à la juridiction consulaire, rencontré aucun texte qui ait trait à la matière des faillites. Une législation spéciale existait pourtant à cet égard. L'ordonnance donnée à Lyon le 10 octobre 1536, par François I<sup>er</sup>, contient des dispositions d'une grande sévérité à l'égard des banqueroutiers. Charles IX rendit en 1560 une ordonnance plus rigoureuse encore que la précédente; mais c'est en réalité dans l'ordonnance de 1673 que le droit spécial français sur les faillites a pris naissance. Cette ordonnance, c'est à ce seul point de vue que nous la relatons, avait déferé aux juges royaux la compétence en matière de faillites et banqueroutes. Un arrêt du Parlement de Paris du 27 mars 1702 ordonne que « sur les demandes en homologation du contrat fait par Châtelain avec ses créanciers, les parties procéderont au Châtelet, et fait défense aux juge-consuls de connaître de l'homologation des contrats d'atermoiement. »

Mais les malheurs du temps, la chute du système de Law, entraînent de nombreuses faillites, et les juges royaux se montrent insuffisants dans leur rôle. « Les conflits, la longueur, l'embarras et les frais des procédures achèvent de ruiner les marchands contre qui elles sont faites et causent une perte certaine tant aux débiteurs qu'aux créanciers. » Ainsi s'exprime la déclaration du 1<sup>er</sup> juin 1715 qui pour ces raisons confère temporairement aux Tribunaux consulaires une compétence que la législation ne leur attribuait pas.

Cette déclaration ordonnait que « tous les procès et différends civils mus et à mouvoir pour raison de faillites

et banqueroutes ouverts depuis le 1<sup>er</sup> avril de la présente année et qui s'ouvriraient dans la suite, fussent, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1716, portés par devant les juge et consuls de la ville où les faillis demeureront, sauf l'appel au Parlement dans le ressort duquel lesdits juge et consuls étaient établis. » Elle ordonnait même que pendant ce même laps de temps ces juge et consuls auraient seuls qualité pour procéder à l'apposition des scellés et confection des inventaires qu'ils connaîtraient de tous les incidents ou procès qui naîtraient de la faillite... qu'ils auraient enfin qualité pour ordonner la vente des immeubles. On voit quels pouvoirs cette déclaration conférait à la juridiction des consuls. Ces pouvoirs dépassaient ceux mêmes qu'ils tiennent aujourd'hui du Code de Commerce, puisqu'actuellement c'est le Juge de paix et non point le Juge commissaire de la faillite qui procède à l'apposition des scellés, et que pour la vente des immeubles le Tribunal civil seul est compétent pour l'ordonner.

Des déclarations successivement renouvelées vinrent proroger celle de 1715. Elles sont rendues presque chaque année, la dernière est du 5 août 1732. Il faut noter cependant qu'une déclaration du 30 juillet 1715 déroge pour la ville de Paris à celle du 10 juin précédent, à raison des affaires trop nombreuses que les juge-consuls de Paris avaient à juger et qui ne leur aurait pas permis de « vaquer à l'instruction des faillites et banqueroutes » ; le Prévôt de Paris ou son lieutenant en connaîtront donc.

A noter également que même après la dernière déclaration de 1732 prorogeant celle de 1715, certains ressorts obtinrent de conserver la connaissance des faillites. Des déclarations du Roi de 1737, 1739, 1759, 1760 et 1774 prorogèrent cette attribution pour les juge-consuls

de Lille. Mais dans la plupart des tribunaux la connaissance des faillites et banqueroutes fit retour aux juges ordinaires. La déclaration du 13 septembre 1739 édicta néanmoins que les bilans des faillis continueraient à être déposés aux greffes consulaires, et que les consuls continueraient à dresser les procès-verbaux d'examen des livres des faillis et des titres des créanciers. En somme, les deux juridictions collaborèrent à l'administration de la justice en matière de faillite. Nous nous demandons ce que devait donner ce système hybride, et il faut croire que les résultats ne furent pas des plus satisfaisants puisque le Code de Commerce confèrera aux Tribunaux de Commerce la compétence la plus étendue en ce qui concerne les faillites.

Déclaration  
du  
7 avril 1759.

De 1740 à 1789, une seule déclaration est à retenir. C'est celle du 7 avril 1759. Il est permis de penser que les juge-consuls outrepassaient parfois les limites de leur compétence territoriale, et enlevaient des affaires aux juges ordinaires. En effet, la déclaration de 1759 rappela aux juge-consuls que « suivant le droit commun du royaume les juridictions consulaires n'ont d'autre étendue que celle du siège royal de la ville où elles sont établies » et les rappela à l'observation de l'article 240 de l'ordonnance de Blois « afin de ne point obliger les marchands et négociants de plaider pour des objets peu considérables dans des villes éloignées de leur résidence et qu'ils puissent trouver sur les lieux une justice également prompte et sommaire. »

Les rivalités entre juridictions civile et commerciale ne font donc que continuer sous divers prétextes suivant les époques. Mais malgré les attaques dont elle a été

l'objet, les luttes qu'elle a eu à soutenir, les imperfections et les fautes mêmes qu'elle avait à se reprocher, la juridiction consulaire était devenue si forte, sa nécessité s'était fait tellement sentir, et sa supériorité sur les juridictions rivales s'était si souvent démontrée, que la Révolution qui fit table rase d'un grand nombre d'institutions du passé, la maintint et lui sacrifia la grande œuvre de l'unité de la Justice.

---

## DEUXIÈME PARTIE

# LA RÉVOLUTION & LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

---

### CHAPITRE PREMIER

Législation intermédiaire. — Discussion à l'assemblée nationale dans la séance du 27 mai 1790. — Loi des 16 et 24 août 1790. — Les lois postérieures.

Avant d'en arriver aux débats auxquels donna lieu à l'Assemblée Constituante la question de la suppression ou du maintien des juridictions consulaires, il nous paraît à la fois utile et d'un grand intérêt d'examiner rapidement les vœux relatifs à cette question contenus dans ce qu'on a appelé les Cahiers des Etats Généraux. On sait qu'on entend sous le nom de Cahiers des Etats Généraux l'ensemble des doléances et des desiderata exprimés par les trois ordres et que leurs députés avaient mandat de défendre et de tenter de réaliser. Ces Cahiers ne sont, en d'autres termes, que l'image de la volonté librement exprimée du pays. Il est évident que la réforme de la justice étant une des plus urgentes et des plus néces-

Les cahiers  
des États  
Généraux.

saires ne devait pas manquer d'être demandée, et que la juridiction consulaire devait être envisagée par les Cahiers tant au point de vue de son utilité que des modifications qu'elle demandait.

D'un examen rapide de ces Cahiers, il résulte que le tiers état est unanime à demander le maintien des juridictions commerciales, on en trouve un résumé très complet dans les Archives parlementaires. Contentons-nous de citer quelques-uns des vœux les plus importants.

Le tiers état d'*Aix* demande la réduction des juridictions à deux degrés et l'établissement des juridictions consulaires dans les principales villes du royaume (Arch. parlem. T. I, 695-3 et 696-5.)

Le tiers état de *Gray* émet des vœux relatifs à l'établissement d'une juridiction consulaire dans tous les chefs-lieux d'arrondissement (Ibid. 779, 2<sup>e</sup> col.)

Le tiers état d'*Annonay* réclame également l'augmentation du nombre des juridictions consulaires (Ibid. II, p. 52, art. 60.)

Le Cahier de doléances, pétitions et de mandats du tiers état de la ville de *Dunkerque* demande dans son article 12 « que les juridictions consulaires » du royaume aient la connaissance des affaires de faillite, et dans son article 17 « que les juge-consuls puissent juger en dernier ressort jusqu'à la même somme des présidiaux avec d'autant plus de raison que lorsque ceux-ci étaient fixés au premier chef à 250 livres, les juge-consuls jugeaient à 500 livres ».

Le tiers état de *Beauvais* émet des vœux analogues à cette dernière partie des pétitions de celui de *Dunkerque*.

Le tiers état de *Dax* sollicite la réduction des degrés de juridiction, l'augmentation des attributions des juridictions consulaires et le rapprochement des justices des justiciables (Arch. parlem. III, p. 97, art. 29 et 30.)

Celui de la ville de *Mâcon* demande qu'une juridiction consulaire soit établie à Mâcon.

Quant au tiers état de la ville de *Marseille*, il demande l'établissement de juridictions consulaires dans les chefs-lieux des colonies françaises et l'extension des pouvoirs de ces juridictions (Ibid. T. III, p. 706, 2<sup>e</sup> col.)

Le Cahier et instructions de l'ordre du tiers état des baillages de *Mantes* et de *Meulan* (publié d'après un imprimé de la bibliothèque du Sénat), contient tout un chapitre, le chapitre VI, relatif à la justice. L'article 8 de ce chapitre est ainsi conçu : « Nous demandons l'établissement des juridictions consulaires, à l'instar de Paris dans des lieux où il y a Présidial (Ibid. III, p. 670.)

Mais deux de ces Cahiers présentent un intérêt particulier en raison tant de la nature des vœux exprimés, que de l'examen complet qu'ils présentent des critiques auxquelles se prêtaient les juridictions consulaires de l'époque.

Le premier est le Cahier des « doléances, plaintes et remontrances du tiers état du baillage de *Chartres* », qui est publié dans les Archives parlementaires. d'après un manuscrit des Archives de l'Empire.

Les articles 170 à 180 sont relatifs à la juridiction consulaire. L'article 170 demande la suppression de la déclaration du Roi du 7 avril 1759 qui restreint les juridictions consulaires au ressort de leurs baillages.

L'article 171 réclame l'ampliation des pouvoirs des juridictions consulaires jusqu'à la somme de 1,500 livres.

D'après l'article 172, les appels de la juridiction consulaire au-dessus de ladite somme de 1,500 livres seront portés aux présidiaux qui en connaîtront jusqu'à concurrence de leur compétence, et toujours *consulairement, sans frais*, et à jours certains.

Article 173. — Dans les appels de juges incompetents, la compétence seule sera jugée par les présidiaux et cours souveraines, pour le fond être renvoyé devant les juges qui doivent en connaître.

Art. 174. — La connaissance des faillites sera renvoyée aux juge-consuls, comme par la déclaration de 1715, à l'exception toutefois des demandes et incidents qui présenteraient des matières non consulaires, lesquelles demandes et incidents seront renvoyés devant les juges ordinaires, pour, après les jugements, revenir par les parties devant les juge-consuls, qui, en suivant l'exécution desdits jugements, procéderont à la distribution.

Art. 175. — Surveillance plus particulière à ce que les banqueroutiers frauduleux ne restent pas impunis.

Art. 176. — Que tous les effets de commerce et lettres de change aient leur échéance uniforme dans tout le royaume.

Art. 177. — Tous les souscripteurs et endosseurs d'effets seront tenus de joindre à leurs signatures la désignation de leur domicile.

Art. 178. — Les billets et effets de commerce soit qu'ils soient faits de marchand à marchand ou autrement,

soit qu'il y ait un endosseur non commerçant, continueront à être exempts du droit de contrôle.

Art. 179. — Les sentences consulaires ne porteront point la sentence par corps lorsqu'elles ne prononceront que des condamnations au-dessous de cent livres.

Le deuxième est le « mémoire en forme d'observations pour servir à toutes fins de doléances et plaintes de la ville d'Angoulême », que les députés du tiers état de ladite ville adressent au ministère des finances. En voici le texte :

*Juridictions Consulaires : 15<sup>e</sup>.* — « Les premiers établissements des juridictions consulaires ont produit de si grands avantages au commerce, qu'il en a été érigé successivement dans la plupart des villes du royaume. La connaissance des faillites a été une de leurs attributions, en effet, rien n'est plus analogue à la juridiction consulaire que les opérations, soit judiciaires soit amiables, auxquelles donne lieu l'ouverture d'une faillite. Fournir et payer voilà l'acte de commerce, il n'a besoin ni de juges ni d'actions quand les parties l'exécutent elles-mêmes ; ils sont nécessaires lorsque l'une ou l'autre de ces deux modes manquent. Une faillite est donc un défaut de paiement de la part de l'acheteur, et tout ce qui s'en suit est attributif des consuls, aux termes des édits de leur érection, de l'ordonnance de 1673 et des lois interprétatives : il est évident que les législateurs ont entendu attribuer cette connaissance aux juridictions consulaires ; elles y ont été maintenues dans le ressort du Parlement de Rouen par des arrêts des 6 mai 1661, 16 juillet 1765 et 13 juin 1766. Quelques-unes la conservent encore dans d'autres ressorts. Celle d'aujourd'hui en a été compétente jusqu'à l'époque de 1769, où,

sur une contestation élevée par un négociant intéressé à l'en dépouiller, il est intervenu un arrêt au Parlement de Paris qui en a renvoyé la connaissance au siège de la sénéchaussée.

Depuis cette intervention, les frais de procédure ont absorbé pour la plus grande partie la masse sur laquelle les créanciers avaient quelque espoir. Il est de l'intérêt du commerce d'attribuer aux juridictions consulaires l'apposition des scellés, la vente des effets mobiliers, et l'homologation des concordats en fait de faillite. Les juges ordinaires ont déjà opposé à cette demande qu'elle est contraire au cours ordinaire de la justice en ce que les juridictions n'ont point de ministère public ; il est aisé d'y suppléer par un procureur syndic ad hoc que les consuls choisiront entre eux ; d'ailleurs, cette forme n'a pas toujours paru essentielle ; non seulement elle n'est point observée dans les sièges consulaires qui en ont conservé la connaissance mais encore ils n'y ont pas été astreints par les déclarations rendues sous les deux règnes précédents. C'est du trône qu'émane la justice et les rois peuvent en diviser les rayons de la manière qu'il leur plaît.

Dans le principe, les juridictions consulaires n'ont eu d'autres limites entre elles que la proximité des justiciables, la célérité des affaires, la commodité des marchands ; enfin l'avantage du commerce avait été une conséquence nécessaire de cette disposition.

Mais une déclaration du Roi de 1759, rendue sur des mémoires non communiqués, en a fixé le ressort à celui du baillage où elles sont établies, les cas prévus par l'article 17 du titre 12 de l'ordonnance de 1673, néanmoins, exceptés. Il résulte de cette loi que les sièges

royaux, où il n'y a point de consuls, connaissent des matières de commerce, et qu'elles sont indéfiniment sujettes à l'appel.

On y procède dans bien des cas comme pour les affaires ordinaires. C'est là qu'à la faveur des retards apportés dans les jugements, le débiteur fait la loi à son créancier : les billets de commerce négociés éprouvent sans cesse des obstacles sur l'exécution des prononciations en garantie et solidaires contre les endosseurs et les débiteurs originaires à raison de leurs différents domiciles. Le commerce ne peut cesser de demander l'abrogation de cette loi.

L'édit du mois de novembre 1563 et les subséquents fixent à 500 livres le dernier ressort des jugements consulaires. Les autres, à la vérité, doivent être exécutés nonobstant appel ; mais des arrêts de défense bientôt obtenus arrêtent l'effet des condamnations dont la prompte exécution devient souvent nécessaire par la circonstance où se trouve le débiteur. Sa Majesté a reconnu la nécessité de donner une ampliation aux présidiaux ; les juridictions consulaires sont dans un cas bien plus favorable, il paraît juste de les mettre au moins au niveau. Les négociants en font un article de leurs doléances. »

Il faut bien reconnaître cependant qu'il y eut quelques Cahiers qui renfermèrent des vœux en sens contraire. Ils se rencontrent notamment dans les Cahiers de l'ordre de la noblesse. C'est ainsi que la noblesse d'Aix réclame la réunion des tribunaux d'attribution aux juridictions ordinaires (Arc. Parlem. T. I, 694 2<sup>me</sup> col.). Nous avons cherché pour notre région les vœux touchant la question de la juridiction consulaire, et nous avons trouvé que le

tiers état de Castelnaudary (Chapitre Justice, art. 4) demande que les tribunaux d'exception soient supprimés, et leur juridiction réunie à la justice ordinaire, que la ville de Carcassonne (Art. 27) demande aussi la suppression des tribunaux d'exception et de privilège. Il est probable qu'à cette époque le commerce étant peu important dans notre région, la juridiction consulaire ne rendait pas les mêmes services que dans d'autres provinces, et il semble d'ailleurs que sous la dénomination de tribunaux d'exception il soit fait plutôt allusion à toutes autres juridictions qu'à la juridiction consulaire.

Discussion  
à l'Assemblée  
Nationale  
(27 mai 1790).

A ces réserves et exceptions près, ce qu'il faut retenir du rapide coup d'œil que nous venons de jeter sur les Cahiers, c'est que ceux-ci sont en général favorables non seulement au maintien, mais encore à l'augmentation du nombre et des pouvoirs des juridictions consulaires.

A l'Assemblée Nationale, la question du maintien ou de la suppression des tribunaux de commerce vint à l'ordre du jour de la séance du jeudi 27 mai 1790. La discussion s'ouvre sur cette question : Y aura-t-il des tribunaux d'exception ?

On entendait par là des tribunaux spéciaux pour les affaires de police, de marine, d'impôt, etc. . .

Après un échange d'observations, l'ajournement est prononcé sur la question de savoir s'il y aura un tribunal d'imposition, et la discussion continuée sur celle-ci : Y aura-t-il des tribunaux de commerce ?

M. Naird s'exprime ainsi : Je demande pour l'utilité publique et pour le commerce en particulier, la conservation des juridictions consulaires. Elles ont résisté à la contagion de l'exemple. Si les juges des Cours supérieures avaient eu le même désintéressement, vous n'auriez

pas besoin de reconstruire en entier l'ordre judiciaire. Le commerce est la source de l'abondance publique. . . . c'est lui qui encourage les arts, fait fleurir l'agriculture, unit les nations entre elles. La province de Guyenne, dont j'ai l'honneur d'être le représentant, sollicite la conservation de ses tribunaux de commerce ; toutes les places en font autant ; les subtilités de la chicane ne sont point connues dans ces tribunaux ; on perdrait tout au change et nous osons nous flatter que ce changement ne s'opérera pas. . . . Je conclus à ce que les juridictions consulaires soient conservées, sauf les changements à faire pour l'expédition plus prompte des affaires de commerce.

M. Fermon au contraire estime qu'avec l'élection des juges, les tribunaux consulaires deviennent inutiles, et que les juges élus seront aptes à juger aussi bien les affaires civiles que de commerce. Cette opinion est une manifestation de l'enthousiasme qu'avait l'Assemblée pour ce mode de recrutement de la magistrature qui donna cependant de si déplorables résultats.

M. Leclerc : les juges du commerce sont des marchands choisis par des marchands pour juger des faits de commerce. Qui peut mieux connaître la capacité et la probité des marchands que les marchands ? Qui peut mieux juger des causes de commerce que ceux qui le pratiquent ? Puis l'orateur expose la rapidité et les frais minimes de ce mode de juridiction, et il critique l'idée émise par certains (et proposée par le Comité de constitution) d'adjoindre des juges ordinaires aux juge-consuls. « Si les marchands, dit-il, sont remis à des juges ordinaires, ils gêneront les juges par la latitude qu'ils donne-

ront à leurs décisions. Les juges gêneront les négociants par les formes juridiques. »

M. Garat l'ainé fait un vif éloge de l'institution dont il réclame le maintien sans changement. Les consuls ont été établis, dit-il, par le chancelier de l'Hospital. J'ose le dire, il faut y regarder à deux fois, non seulement pour proscrire, mais pour faire le moindre changement à une institution dont le chancelier de l'Hospital est l'auteur. Celle-ci présente trois avantages sensibles : une justice prompte, peu dispendieuse, éclairée et susceptible de toutes les mesures qui peuvent conduire à un jugement équitable, etc. ....

M. Buzot lui est hostile au maintien de l'institution et demande que pour les affaires de commerce, on adjoigne aux tribunaux ordinaires des magistrats comme jurés.

M. X : « Les députés extraordinaires du commerce et les négociants de Paris vous ont présenté des adresses qui doivent être prises en considération. Je demande que l'Assemblée en entende la lecture, et je lui annonce qu'elle fait une plaie incurable au commerce, si elle lui ôte ses juges. »

On fait lecture de ces adresses.

On ferme la discussion.

L'Assemblée décide, presque à l'unanimité, « qu'il y aura des tribunaux particuliers pour le jugement des affaires de commerce. »

Lois des 16-24  
août 1790.

Le principe du maintien des tribunaux de commerce étant ainsi adopté, leur organisation fut réglementée par la loi sur l'organisation judiciaire des 16-24 août 1790. Le titre XII, sous la rubrique : « Des juges en matière

« de commerce », édicte « qu'il sera établi un tribunal  
« de commerce dans les villes où l'administration de dé-  
« partement jugeant ces établissements nécessaires,  
« en formera la demande. »

La loi ne fixe donc pas elle-même le nombre de ces tribunaux et les villes qui en jouiront, elle s'en rapporte sagement aux autorités locales qui seront mieux placées pour juger si l'état du commerce et de l'industrie de la région réclame l'établissement de cette juridiction spéciale.

La compétence des tribunaux de commerce s'étendra à toutes les affaires de commerce tant de terre que de mer sans distinction. C'est là une des principales fonctions des juridictions appelées amirautés, qui leur est enlevée. Ces amirautés étaient des tribunaux maritimes qui connaissaient de tous les procès en matière maritime. Cette compétence leur étant enlevée, les amirautés ne furent plus dès lors chargées que de la police des ports et de la navigation. Elles furent supprimées par la loi des 9-13 août 1791.

Cette compétence des tribunaux de commerce ainsi posée d'une façon générale sera déterminée d'une manière précise par un règlement particulier (Art. 3.). Le taux du dernier ressort est fixé à 1,000 livres; l'exécution provisoire sous caution est de droit.

Chaque tribunal sera composé de cinq juges, et un jugement sera valablement rendu par trois d'entre eux. Les juges sont élus par une assemblée composée de négociants, banquiers, marchands, manufacturiers, armateurs et capitaines de navires de la ville où le tribunal sera établi. » Ils seront élus pour deux ans. Dans les districts où il n'y aura pas de tribunaux de commerce,

les juges du district connaîtront des affaires de commerce, mais devront juger dans la même forme que les juges de commerce. Enfin, l'article 14 et dernier du titre XII renferme une innovation assez curieuse : « Dans toutes les affaires qui seront portées aux tribunaux de commerce, les parties auront la faculté de consentir à être jugées sans appel, auquel cas les juges de commerce prononceront en premier et dernier ressort. »

Cette disposition est passée dans l'article 639 du Code de commerce.

Les principales  
lois de  
la Révolution.

Telles sont les principales dispositions de la loi de 1790 sur la matière. Quelques autres décrets sont intervenus entre cette date et l'apparition du Code de commerce. Ne citons que les principaux. Le décret des 31 décembre 1790-7 janvier 1791 crée des tribunaux de commerce dans les villes maritimes où il existait des amirautés.

Celui des 6-19 janvier 1791 crée des tribunaux de commerce dans différentes villes et contient des dispositions particulières aux tribunaux de ce genre établis dans les villes maritimes.

Le décret des 27 janvier - 4 février 1791 porte établissement d'un tribunal de commerce dans la ville de Paris : il comprendra cinq juges y compris le Président et quatre suppléants, qui seront élus dans une assemblée composée des « négociants, banquiers, marchands, fabricants et manufacturiers de chacune des quarante-huit sections » dans lesquelles est divisée la ville.

Le décret des 24-30 mars 1791 dispose que jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué, les appels des jugements des tribunaux de commerce sont portés suivant

les formes prescrites par les décrets sur l'ordre judiciaire, et de la même manière que les appels des jugements du tribunal du district, dans l'un des sept tribunaux de district d'arrondissement du tribunal de district dans le ressort duquel le tribunal de commerce est situé.

Le décret des 9-13 août 1791 dispose que les tribunaux de commerce connaîtront de toutes les affaires de commerce, de terre et de mer, en matière civile seulement. C'est celui qui, nous l'avons vu, supprime les amirautés.

Le décret des 10-16 juillet 1792 porte qu'il pourra être nommé quatre suppléants dans chaque tribunal de commerce. Ce décret modifie en le complétant l'article 6 du titre XII de la loi de 1790 qui, disposant que chaque tribunal de commerce serait composé de cinq juges, ne prévoyait pas les suppléants.

## CHAPITRE II

Le code de commerce de 1807 et les principales lois  
au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le décret des 14-24 septembre 1807 a promulgué le Code de commerce. Le livre IV est intitulé : De la Juridiction commerciale. Le titre I traite « de l'organisation des tribunaux de commerce » et les articles 615 à 629 sont relatifs à la matière. Avant d'en aborder l'examen rapide, indiquons d'un mot que cette juridiction, qui allait enfin avoir sa loi organique, n'avait fait que s'affirmer et augmenter son prestige durant la période révolutionnaire. Aussi, si tant au Conseil d'Etat qu'au Corps législatif, des discussions eurent lieu sur des points de

Le Code  
de Commerce  
de 1807.

détail, au sujet de l'organisation des tribunaux de commerce, il n'apparaît point que l'utilité de cette juridiction ait été contestée par personne. Voyez plutôt de quelle manière le tribun Gillet chargé de présenter au Corps législatif le vœu du tribunal, s'exprime dans la séance du 14 septembre 1807 : « Messieurs, il y a pour le commerce un abri nécessaire sans lequel il ne saurait prendre confiance en ses forces, ni les faire concourir à la fortune publique : c'est celui d'une juridiction spéciale. Entre des hommes qui se communiquent fréquemment par le crédit, mais que de larges distances séparent plus fréquemment encore, il faut une justice distributive, simple comme leurs engagements, rapide comme le mouvement de leurs affaires. » Et plus loin..... « Le commerce longtemps opprimé est près de se relever plus indépendant et plus fort. N'est-ce pas vous dire assez, Messieurs, que le moment est venu de donner aussi aux juridictions commerciales, une organisation plus vaste et plus active..... »

L'article 615 s'en remet à l'autorité administrative pour déterminer « le nombre des tribunaux de commerce et les villes qui seront susceptibles d'en recevoir par l'étendue de leur commerce et de leur industrie. » C'est en somme la règle posée déjà dans la loi de 1790.

Les articles 616 et 617 règlent l'étendue du ressort du tribunal de commerce et sa composition. En principe, le ressort du tribunal de commerce sera le même que celui du tribunal civil dans le ressort duquel il sera placé ; et ce n'est que dans le cas où il se trouvera plusieurs tribunaux de commerce dans le même arrondissement que le décret de création leur assignera à chacun un ressort particulier.

Jusqu'alors le ressort des tribunaux de commerce n'avait en général presque aucun rapport avec celui des autres juridictions ; pour bien connaître l'étendue que chacun embrassait, il fallait recourir à l'édit de création. L'article 616 établit un système beaucoup plus simple et plus facile à saisir. De même pour le nombre de juges dont devait être composé le tribunal, le chiffre de cinq, déterminé par la loi de 1790, était beaucoup trop uniforme pour se trouver en proportion avec l'inégalité des arrondissements : là, ce nombre pouvait être trop considérable ; ici, pas assez. L'article 617 édictant qu'« un règlement d'administration publique fixerait pour chaque tribunal le nombre des juges et celui des suppléants » laisse sur ce point une latitude qui se prête mieux aux variétés locales.

L'article 618 dispose « que les membres des tribunaux de commerce seront élus dans une assemblée composée de commerçants notables, et principalement de chefs de maisons les plus anciennes et les plus recommandables par la probité, l'esprit d'ordre et d'économie. » Cette disposition ne manque pas d'intérêt, en effet, l'édit de 1563, de même que l'ordonnance de 1673, admettait tous les notables à concourir à l'élection des juge-consuls ; la loi de 1790 admettait, nous l'avons vu, tous les négociants. De sorte que dans le premier système il y avait des électeurs qui n'étaient pas commerçants, et dans le second il pouvait y en avoir qui ne fussent pas notables. Confusion imprudente, on le voit. Il faudra désormais le concours des deux qualités, de notables et de commerçants pour avoir le droit d'être électeur.

La liste des notables sera établie par le Préfet. L'élection aura lieu à la pluralité des voix. Le Président et les

juges ne pourront rester plus de deux ans en place ni être réélus qu'après un an d'intervalle (Art. 623). Cet article fut l'objet au Conseil d'Etat d'une discussion sérieuse. Il s'agissait de décider si les Présidents et juges des tribunaux de commerce pouvaient être réélus indéfiniment. La question a été résolue négativement. Le conseiller d'Etat Maret, dans l'exposé des motifs présenté au Corps législatif (séance du 4 septembre 1807), en donne les raisons « On ne s'est pas dissimulé qu'en prononçant ainsi, la loi pourrait quelquefois priver pendant un an, un tribunal d'un ou plusieurs de ses membres les plus distingués ; . . . . mais fallait-il mettre tels juges également probes et éclairés dans la position de souffrir d'une non réélection. Car, on ne peut se le taire, si la réélection sans intervalle était permise, tout juge qui ne l'obtiendrait pas se croirait blessé dans son honneur. Or, la loi doit-elle placer dans cette situation des hommes qui abandonnent leurs affaires personnelles pour se livrer à un service pénible et gratuit ? Il a paru d'ailleurs que, si la perpétuité des fonctions dans les tribunaux civils et criminels était un bienfait pour les justiciables, il était plus dans l'intérêt du commerce, que des commerçants fussent successivement appelés à juger leurs pairs. C'est donc dans l'intérêt du commerce et dans celui des commerçants, que la loi a prononcé. » Ces raisons sont évidemment très fortes. Le texte de l'article 623 a été bien des fois modifié postérieurement, notamment en 1840, 1883 et 1908, mais nous verrons que le principe de la non réélection indéfinie a été maintenu.

L'article 624 établit près de chaque tribunal de commerce un greffier et des huissiers nommés par le Roi, dont les droits, vacations et devoirs seront fixés par un règlement d'administration publique.

L'article 625 n'offre plus qu'un intérêt rétrospectif. C'est celui qui crée dans la ville de Paris des gardes de commerce, chargés de l'exécution des jugements comportant la contrainte par corps. Cet article a été abrogé implicitement par la loi du 22 juillet 1867.

L'article 627 est celui qui prohibe le ministère des avoués devant la juridiction consulaire. Le principe qui est admis, c'est que les parties doivent se présenter en personne ou par fondé de procuration spéciale. D'après les débats préparatoires, les motifs qui ont inspiré cette disposition sont les suivants : « Ces débats des parties en matière commerciale doivent être simples. De là, l'inutilité d'employer le ministère des hommes de loi pour leur défense. Et véritablement devant les tribunaux de commerce, les questions roulent bien moins sur la loi que sur les faits, qui doivent être transmis sans étude et sans art. » En fait, aujourd'hui il est très rare que les parties se présentent elles-mêmes pour plaider leur propre cause. Ce qui est certain seulement c'est que la procédure n'existant pour ainsi dire pas, le ministère des avoués peut être considéré comme inutile.

L'article 628 proclame le principe de la gratuité du mandat de magistrat consulaire, et l'article 629 règle la prestation de serment. En principe, la Cour d'appel, dans le ressort duquel le tribunal de commerce se trouve situé, recevra le serment des nouveaux élus. Mais, sur la demande de ceux-ci, la Cour délègue le tribunal civil de l'arrondissement pour recevoir ce serment. Cette question avait produit, à ce qu'il résulte des travaux préparatoires, dans notre ancien ordre judiciaire de grands débats. Nous avons eu l'occasion de relater notamment un incident qui se produisit dès la promul-

gation de l'ordonnance de 1563. Les usages sur ce point variant d'ailleurs suivant les localités. « Sans doute, disait le tribun Gillet, il est convenable que les Cours d'appel, comme juridictions supérieures soient dépositaires de ce serment ; mais jusqu'ici il en résultait un déplacement quelquefois considérable dont il était dur de faire supporter les longueurs à des commealçants et les dépenses à des fonctionnaires gratuits. Le terme moyen adopté par l'article 629 maintient la règle et sauve les inconvénients. » On ne saurait s'exprimer avec plus de sagesse.

Le titre II du livre IV règle la compétence des tribunaux de commerce. Mais il ne s'occupe que de la compétence à raison de la matière. Les règles relatives à la compétence *ratione loci* se trouvent en effet dans le Code de procédure civile (Article 420 et suivants). Nous ne saurions analyser ces règles sans nous éloigner de notre sujet. Mais comme jusqu'ici les édits ou ordonnances que nous avons rencontrés renfermaient ces règles, et que nous avons eu l'occasion de les étudier dans leur forme ancienne, indiquons d'un mot que l'article 631 du Code de 1807 attribue aux tribunaux de commerce la connaissance :

1° De toutes contestations relatives aux engagements, et transactions entre négociants, marchands et banquiers ;

2° Entre toutes personnes, des contestations relatives aux actes de commerce.

La loi du 17 juillet 1856 a modifié cet article en y ajoutant les « contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce. » Quant aux faillites, la connaissance de tout ce qui concerne cet état n'a été

formellement attribué aux tribunaux de commerce que par la loi du 28 mai 1838. Le Code de 1807, consacrant le principe plein d'inconvénients de la dualité de juridiction en cette matière, ne permettait aux juges consulaires que de connaître de la procédure proprement dite de la faillite, ce qui était par trop rigoureux.

Le Code de commerce, en ce qui concerne notamment l'organisation de la juridiction consulaire, a été modifié au cours du siècle dernier par quelques lois importantes, dont il est nécessaire pour être complet, que nous donnions un rapide aperçu. Les articles 618 à 622 relatifs au mode d'élection des tribunaux de commerce, sont ceux qui ont subi le plus de modifications. Cependant, il importe de faire observer d'ores et déjà que les principes fixés par le Code de 1807 : les juges de commerce sont des négociants, ils sont élus par leurs pairs, leur mandat est gratuit, il n'y a pas de juridiction commerciale d'appel, sont restés immuables.

Les principales  
lois du  
XX<sup>e</sup> siècle.

Comme le font remarquer très justement MM. Lyon-Caen et Renault, ces modifications successives apportées aux articles relatifs à l'élection des tribunaux consulaires ont fait subir à cette partie de notre législation commerciale plus qu'à aucune autre le contre coup des révolutions politiques. Nous avons vu le système adopté par le Code de 1807, au sujet de la composition du corps électoral. C'était une liste de notables commerçants, dressée par le Préfet et approuvée par le Ministre de l'Intérieur. La loi du 28 août 1848 étendit le droit électoral à une « Assemblée, composée de citoyens français patentés depuis cinq ans, de capitaines au long cours et de maîtres de cabotage ayant commandé pendant cinq

ans au moins. » Le second Empire en revient au régime établi par Napoléon I<sup>er</sup>, qui donne lieu à tant d'abus que dès la chute de Napoléon III, une loi du 21 décembre 1871 confère le soin de dresser la liste des commerçants appelés à élire les juges consulaires à une commission composée du Président du tribunal de commerce, et d'un juge de ce tribunal, du Président et d'un membre de la Chambre de commerce, de trois conseillers généraux, et du maire de la ville siège du tribunal.

Enfin, la loi du 8 décembre 1883 est revenue au principe du suffrage universel. Tout commerçant patenté depuis cinq ans, et qui n'est frappé d'aucune déchéance est électeur. C'est à lui de se faire inscrire dans le délai de quinze jours après le dépôt des listes électorales. Le juge de paix statue sans frais. Le seul changement apporté à cette loi qui constitue véritablement aujourd'hui la loi organique des tribunaux de commerce résulte de la loi du 23 janvier 1898 qui confère aux femmes commerçantes l'électorat pour les élections consulaires.

Au point de vue de la durée du mandat, il reste fixé à deux ans. Mais la loi du 3 mars 1840 permettait aux président et juges sortants d'être réélus pour une nouvelle période de deux années sans interruption. La loi du 17 juillet 1908 permet deux réélections, soit un mandat de six années sans interruption. Cette loi a apporté une réforme excellente, car c'est surtout quand un magistrat est expérimenté qu'il peut rendre des services, et avec la brièveté du mandat prévue par le Code de commerce, c'était à ce moment qu'il devait se retirer.

Telles sont les principales lois qui sont intervenues depuis le Code de commerce.

### CHAPITRE III

De l'appel en matière commerciale. — Historique. — Les Cours d'appel. — De l'absence de ministère public près les Tribunaux de Commerce.

La justice commerciale, indépendamment des formes de procéder qui lui sont particulières, se distingue des autres juridictions, tant civiles que criminelles ou administratives, par deux particularités qui sont :

1° L'absence de justice commerciale spéciale d'appel ;

2° L'absence de représentant de la société ou de la collectivité des citoyens ; le défaut de ministère public.

En a-t-il toujours été ainsi ?

Aujourd'hui la juridiction du second degré est, en matière commerciale, la même qu'en matière civile : c'est la Cour d'appel. Déjà l'ordonnance de 1563, qui a créé les tribunaux de commerce, laissait à la justice de droit commun la connaissance des appels interjetés contre les jugements consulaires. Les articles 8 et 9 règlent ces appels et édictent qu'ils doivent être portés devant le Parlement. Le taux du dernier ressort était de cinq cents livres tournois. L'exécution provisoire était de droit. « Es cas qui excéderont ladite somme de cinq cents livres tournois sera passé outre à l'entière exécution des sentences desdits juge et consuls, nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudices d'icelles (Article 9) » . . . L'appel n'est donc pas suspensif. Du reste, le principe de l'exécution provisoire des jugements de tribunaux de commerce sous caution a

L'appel en  
matière  
commerciale.

toujours été admis depuis lors. Inutile d'insister sur les motifs qui ont inspiré une pareille mesure. L'appel n'est trop souvent qu'un moyen de retarder l'exécution d'un jugement. Et en attendant que la cause soit jugée en second ressort, le plaideur peut se rendre insolvable. Aujourd'hui, l'appel en matière commerciale est réglementé par l'article 644 du Code de commerce.

« Les appels des jugements de tribunaux de commerce seront portés par devant les Cours dans le ressort desquelles ces tribunaux sont situés » et l'article 648 dit que ces appels seront jugés comme appels de jugements rendus en matière sommaire. »

Pourquoi donc n'y a-t-il pas de juridiction d'appel spéciale au commerce? Si nous examinons les autres juridictions, nous n'en voyons pas qui n'aient son second degré spécial. S'agit-il du tribunal civil? Nous avons des Cours d'appel (Chambres civiles). S'agit-il du tribunal correctionnel? Nous avons des Cours d'appel (Chambres des appels correctionnels). S'agit-il du Conseil de préfecture? Nous avons le Conseil d'Etat. La seule analogie que l'on puisse trouver, ce serait les appels des jugements des Conseils de prud'hommes, qui rendus en premier ressort par une juridiction d'exception, sont soumis pour l'appel, à la juridiction de droit commun, le tribunal civil.

S'il n'existe pas de juridiction spéciale d'appel pour les affaires commerciales, c'est apparemment que la nécessité ne s'en est jamais fait impérieusement sentir. C'est que, comme le font très justement remarquer MM. Lyon-Caen et Renault « il n'y a pas de réelle contradiction à avoir une juridiction commerciale en première instance et à ne pas en avoir en appel. » Beaucoup de

procès commerciaux ne peuvent se trancher que par les usages locaux, qui une fois éclaircis s'imposent au juge, dans le silence de la loi. De plus, la plupart des procès frappés d'appel le sont pour des questions de droit pur, très souvent, par exemple, des questions de compétence.

Et la Cour est encore mieux placée que le tribunal de commerce pour juger en droit. Enfin, comme certains tribunaux civils jugent commercialement, on ne voit pas comment la révision de leurs jugements pourrait être soumise à des juges consulaires.

Au surplus, on ne conçoit pas aisément l'existence de tribunaux commerciaux d'appel. Le 29 décembre 1885 la Chambre des députés a été saisie par MM. Félix Faure et autres d'une proposition de loi tendant à la création de Cours d'appel commerciales, qui seraient composées d'un magistrat Président et de deux commerçants. (Voir *Revue critique de législation*, 1888, p. 267.) Cette proposition n'a pas été discutée. Une conception qui peut venir à l'esprit est celle d'une Cour d'appel qui serait composée de droit de Présidents de tribunaux consulaires du ressort, et qui siègerait au chef-lieu de la Cour d'appel. Trois membres suffiraient à juger. Le Président du tribunal qui aurait déjà connu de l'affaire en première instance ne pourrait pas siéger. Ce système qui aurait l'avantage de constituer une juridiction d'appel, composée de l'élite des magistrats consulaires du ressort, n'est malheureusement pas pratique, car il ne faut pas oublier que les membres des tribunaux de commerce sont des négociants, à la tête le plus souvent de maisons importantes, et que s'ils consentent, pour rendre service à leurs concitoyens, à consacrer quelques heures par semaine à leur distribuer la justice, ils ne sauraient,

sans grands risques pour la bonne marche de leurs affaires personnelles, s'absenter plusieurs jours de leur ville et abandonner leur commerce.

La conclusion qui résulte de ce qui précède est que l'état actuel de l'organisation de l'appel en matière commerciale paraît concilier assez bien les intérêts du commerce avec ceux d'une juste et saine application de la loi.

L'absence  
du ministère  
public  
près les  
Tribunaux de  
Commerce.

Le ministère public n'est pas représenté auprès des tribunaux de commerce. C'est là encore une particularité importante, et une différence de plus entre la juridiction consulaire et la juridiction des tribunaux civils. Il en est ainsi depuis l'origine de cette juridiction et si les Procureurs du Roi paraissent avoir exercé une surveillance constante sur cette juridiction, il n'apparaît point que jamais ils aient émis la prétention de prendre part aux débats et de s'immiscer dans l'administration de la justice consulaire. Il faut reconnaître d'ailleurs que le rôle utile du ministère public ne pouvait guère s'exercer que dans la répression des fraudes et délits de toute sorte qui se commettaient dans les faillites. Or, comme nous l'avons vu, et exception faite pour une courte période d'une vingtaine d'années, jusqu'à la promulgation du Code de commerce, la connaissance des faillites appartenait presque toute à la justice civile. Le ministère public était donc dans son rôle habituel, en mettant en mouvement l'action publique, quand il découvrait ces fraudes. Le Code de commerce, sans transférer complètement la compétence en matière de faillite aux tribunaux de commerce l'a cependant étendue considérablement. Ce sont ces tribunaux qui dirigent notamment la procédure

de la faillite, et par suite ce sont des juges commerciaux qui président les assemblées de créanciers. La loi ne parle point de la présence du ministère public dans ces assemblées, et comme l'intervention de cet organe de notre système judiciaire n'est point prévue dans le Code de commerce, il faudrait incontestablement un texte formel pour la permettre. Malgré ce, quelques années après l'apparition du Code de 1807, le Tribunal de commerce de la Seine eut à soutenir un conflit extrêmement grave, pour empêcher les empiètements auxquels voulait se livrer le Procureur impérial. Celui-ci, en 1811, émettait la prétention de pouvoir assister aux assemblées de créanciers, aux côtés du juge-commissaire de la faillite. Le Tribunal dut prendre des délibérations tendant à mettre un terme à cette pratique. Le greffier devait refuser de soumettre les procès-verbaux des assemblées à la signature du Procureur; et le juge-commissaire devait prier le représentant de ce dernier de laisser l'assemblée libre et de se retirer; faute par celui-ci de se soumettre à ces injonctions, le juge-commissaire n'aurait plus qu'à ajourner l'assemblée. Ces délibérations donnèrent lieu à un échange de correspondance des plus vives, entre le Président du Tribunal, M. Martin d'André et le Procureur Général. Le Tribunal ne faisant que persister dans sa résistance, le Grand Juge, Ministre de la Justice, fit vider la question par les Chambres assemblées de la Cour Impériale. Celle-ci, par arrêt du 17 février 1812 « ordonna que le Procureur impérial près le Tribunal de première instance du département de la Seine ne pourrait, à l'avenir, assister, soit par lui, soit par ses substituts, aux assemblées des créanciers du failli et aux opérations de la faillite qui ont lieu sous

Le Conflit  
de 1811  
à Paris.

la présidence et surveillance immédiate du juge-commissaire délégué par le Tribunal de commerce. »

C'était donc le triomphe des juges consulaires, et bien que cet arrêt ait été cassé le 20 août 1812 sur pourvoi du Grand Juge par la Cour de Cassation, pour des raisons de forme, le Tribunal de commerce de Paris estima « qu'il était hors de doute que l'intention de la Cour Suprême était de maintenir le tribunal de commerce dans ses attributions et dans l'indépendance du ministère public où le législateur a mis ces tribunaux. . . . » Et c'est ainsi que fut clos cet inconcevable conflit dont il nous a paru intéressant de dire un mot.

Le Ministère  
public  
serait-il utile ?

Le ministère public serait-il utile auprès des tribunaux de commerce ? Certains auteurs l'ont soutenu, et justifient l'utilité qu'aurait cet organe par les connaissances juridiques que celui-ci apporterait et par lesquelles il aiderait à l'application de la loi par des magistrats à qui il manque le plus souvent la connaissance du droit. A cela on a fort justement répondu que le tribunal de commerce serait amené soit à suivre aveuglément les conclusions du ministère public, ce qui pourrait souvent l'induire en erreur, car en matière commerciale les questions de fait ont une importance capitale, soit à juger en sens contraire des conclusions du ministère public, auquel cas l'intervention de celui-ci aurait été parfaitement inutile. Au surplus, et en admettant même que les juges consulaires aient intérêt à voir de savantes thèses juridiques développées par devant eux, le rôle qu'on voudrait voir jouer au ministère public, les avocats, mandataires des parties, le jouent parfaitement. Et l'influence qu'aurait le ministère public ne serait pas plus

grande, puisque celui ci, pas plus que les avocats, ne saurait prendre part à la délibération en Chambre du Conseil qui précède le prononcé du jugement.

La vérité, c'est que si en matière civile l'intervention, le rôle actif du Procureur de la République est toujours recommandé, quelquefois même ordonné par la loi, toutes les fois qu'il s'agit des intérêts d'incapables, de mineurs, d'absents, etc., toutes les fois qu'il s'agit de questions d'état, qui intéressent toujours l'ordre public et la société, on ne voit pas que l'ordre public ni la société puissent être intéressés à aucun degré à l'interprétation plus ou moins exacte d'un texte du Code de commerce : le seul intéressé, c'est le commerce, et c'est celui qui ayant confié le mandat de juger à des commerçants verra toujours ses intérêts sauvegardés dans la mesure légale.

Il y a cependant une partie importante du droit commercial dont on ne peut pas dire qu'elle n'intéresse pas l'ordre public. C'est la législation des faillites. Ici, pourrait-on objecter, la présence du ministère public serait de la plus grande utilité. Il faut en convenir ; mais le législateur a imaginé un moyen terme qui permet que l'ordre public soit sauvegardé et que le ministère public intervienne efficacement. Le Tribunal de commerce doit dans son jugement déclaratif de faillite ordonner entre autres mesures, l'arrestation du failli et son incarcération dans la maison d'arrêt (Article 455 Code de commerce). En fait, on sait que c'est là une mesure qui n'est plus mise à exécution. Quoiqu'il en soit, elle est édictée par la loi, et il ne dépend pas du Tribunal de commerce qu'elle soit appliquée ou non. Mais indépendamment de ce moyen, qui a paru par trop rigoureux, la loi en met

un autre aux mains du ministère public pour exercer son rôle véritable, réprimer les abus et maintenir l'ordre public. Le syndic nommé par le jugement déclaratif de faillite doit, aux termes de l'article 482 du Code de commerce, dans les quinze jours de son entrée en fonction remettre au juge-commissaire de la faillite un mémoire ou compte sommaire de l'état apparent de la faillite, de ses principales causes et circonstances, et des caractères qu'elle paraît avoir. Ce rapport est transmis au Parquet par le juge-commissaire, et c'est au Parquet, d'après les indications qu'il y puise, à prendre toutes mesures utiles, prescrire toutes enquêtes, instructions, informations, en un mot à mettre en mouvement l'action publique dans le but de réprimer les crimes ou les délits commis par le failli.

On voit donc que le système en vigueur paraît des plus propres à sauvegarder les intérêts de tous. Il ne nous appartient pas d'en apprécier les résultats pratiques. Mais nous avons le droit de le juger tel qu'il a été conçu par le législateur.

---

## CONCLUSION

---

Les services que rend la juridiction consulaire. — Ses mérites.  
Son avenir.

Nous venons d'assister au développement progressif de la juridiction consulaire depuis son origine jusqu'à nos jours. Nous avons vu que dès sa naissance cette institution avait rendu de tels services au commerce, que la faveur des négociants lui fut acquise aussitôt, et que son autorité n'ayant cessé de grandir, il arriva un moment où la question de son maintien ou de sa suppression ne se posa plus. D'où vient donc que cette institution de notre droit public ait acquis un pareil prestige, et pourquoi malgré ce, quelques-uns mettent-ils en doute son utilité, et réclament-ils sa disparition ?

« La création des tribunaux de commerce, dit Dalloz, (J. G. V<sup>o</sup>. Comp. com. p. 165), peut se rapporter à deux causes : d'abord la nécessité de résoudre promptement les contestations que font naître les opérations commerciales, afin de ralentir le moins possible le mouvement de celles-ci ; et d'autre part la nécessité de diminuer, en simplifiant les procédures, les frais de procès dont le nombre est très considérable à raison de la multiplicité des actes commerciaux qui y donnent lieu » et Montesquieu n'écrivait-il pas déjà : (*Esprit des Lois*, livre 30, chapitre 18.) « Les transactions commerciales sont peu susceptibles de formalités ; ce sont des opérations de chaque jour ; que d'autres de même nature doivent suivre

Des services  
que rend  
la juridiction  
consulaire.

chaque jour ; il faut donc qu'elles puissent être décidées chaque jour ? »

C'est de ces principes que s'est inspirée la législation, et nous lisons dans les travaux préparatoires du Code de 1807 que le souci du législateur a été de maintenir les principes essentiels qui doivent distinguer les juridictions consulaires et qui sont au nombre de quatre :

1° Expérience des juges dans les opérations de commerce ;

2° Simplicité dans les débats entre les parties ;

3° Procédure expéditive ;

4° Rapidité dans l'exécution des jugements.

Et cependant d'aucuns se refusent à reconnaître l'utilité de ces sortes de juridictions. Pourquoi, disent-ils, les commerçants sont-ils jugés par leurs pairs qui ne connaissent pas le droit, et chez qui le bon sens et l'expérience des affaires ne saurait suppléer à de solides notions juridiques ? En outre, la multiplicité des juridictions ne peut que favoriser le plaideur de mauvaise foi, par la possibilité qui lui est offerte de soulever des exceptions dilatoires, d'incompétence notamment. Enfin, certains tribunaux civils jugent commercialement dans les chefs-lieux d'arrondissement où il n'existe pas de tribunaux de commerce et il n'apparaît point que leurs jugements soient plus souvent réformés que ceux des juridictions consulaires, ce qui démontre que la justice est aussi bien rendue par ces tribunaux que par les tribunaux de commerce.

Avec MM. Lyon-Caen et Renault, qui exposent ces arguments, nous ne saurions les admettre. Si la connaissance du droit en général, et du droit commercial en

particulier est d'une utilité indéniable pour un juge consulaire, on ne saurait dire sans exagérer qu'elle lui est indispensable. En effet, si certains procès doivent être jugés en droit strict, il en est d'autres qui, par suite du silence de la loi, ne peuvent être résolus que par l'application de l'usage. Or, cet usage, les commerçants ne sont-ils pas les mieux placés pour le connaître ? Dans d'autres encore, et ceux-là très nombreux, il s'agit de dégager d'un échange de correspondance quelle a été l'intention respective des parties, et de quel côté se trouve la bonne foi. Enfin, quand il s'agira de l'application à la cause d'un texte formel, les juges seront éclairés par les conclusions des avocats des parties. Et s'ils font une mauvaise application de la loi, dans tout procès important, la Cour d'appel qui, elle, juge en droit, sera là pour réparer l'erreur commise par les juges du premier degré.

Quant aux autres arguments, ils ne sont pas sérieux, le plaideur qui veut gagner du temps emploiera toujours tous les moyens pour le faire, mais il y aura plus de chance d'obtenir rapidement contre lui un titre exécutoire devant un tribunal de commerce que devant un tribunal civil. Quant à dire que les tribunaux civils, jugeant commercialement, ne jugent pas plus mal que les tribunaux de commerce, l'argument peut se retourner contre ceux qui dénigrent la juridiction consulaire.

Quoiqu'il en soit, on ne saurait nier que les résultats donnés par l'institution de la juridiction consulaire ne soient excellents. Quelques esprits, en mal d'innovations, ont proposé d'adjoindre aux magistrats consulaires un magistrat de profession, qui serait Président du tribunal, et qui apporterait aux juges commerçants le concours de

ses lumières juridiques dans les délibérations et de son expérience professionnelle dans la rédaction des jugements. Cette juridiction mixte existe dans certains pays étrangers. Il nous a été rapporté qu'elle était mise en pratique également dans notre colonie de Cochinchine. Nous ne croyons pas que cette modification fût appelée à donner de bons résultats. L'introduction de l'élément fonctionnaire dans un corps électif ne pourrait que froisser ce dernier dans son amour-propre et son indépendance.

Nous concluons donc avec M. Batbie, dans son rapport à l'Assemblée Nationale (21 décembre 1871), que l'expérience a démontré pendant des siècles que les commerçants élus rendaient bonne justice, et qu'on ne peut que souhaiter le maintien et le développement « d'une institution en faveur de laquelle la pratique parle très haut depuis longtemps. »

---

# ÉDICT DE CRÉATION

de la Jurisdiction Consulaire de Rouen

*Donné à Paris*

*au mois de mars mil cinq cens cinquante-six.*

---

HENRY, par la grâce de Dieu, roy de France, à tous présens et advenir, salut.

Comme par ci-devant Nous avons esté advertis que nostre bonne cité et ville de Rouen, estant l'une des bonnes villes de notre Royaume, pour la situation où elle est, propre pour le commerce et traffiq, où plusieurs Marchans de ce Royaume, et de plusieurs autres Nations y trafiquent ordinairement; et pour continuer et augmenter ledict traffiq. a esté puis n'aguères en ça, en vertu de noz Lettres missives, créé et establi en icelle Ville une place commune pour les Marchans, pour en icelle eux et leurs Facteurs se pouvoir assembler deux fois le jour, aux heures accoustumées, et faire leurs traffiques, entreprises et négoes, commé l'on fait au Change de Lyon et Bourse de Thoulouze, pour amener par deça les riches marchandises des pais Estranges, et faire argent de celles qui croissent en nostre Royaume.

Sçavoir faisons. que Nous désirons grandement l'augmentation de nostre dicte ville de Rouen, et le bien publique, soulagement des Marchans traffiquans en icelle et les accommoder en tout ce qui sera possible, et qui ne soient distraicts de leurs affaires, et négoes, poursuivans leurs procès, provenant dudit traffiq, en diverses jurisdictions.

I. — Avons, par l'advis et délibération des Gens de nostre Conseil privé, auquel estoyent plusieurs Seigneurs et Princes de notre sang, et autres grans et notables Personnages; et de nostre propre mouvement, certaine science, pleine puissance et auctorité royale, approuvé et confirmé, approuvons et confirmons le des-seing et création faicte de ladicte Place commune audict Rouen; laquelle Place créons et établissons à l'instar, semblance et similitude audict Change de Lyon et Bourse de Thoulouze.

II. — Voulons, ordonnons et nous plaist tous Marchans et Facteurs et autres de toutes Nations, se pouvoir assembler en icelle Place deux fois le jour, aux heures accoustumées, et qu'ils puissent traffiquer et ensemble convenir de leurs affaires et négoces, et prendre et bailler argent à change et à déposite, tant en icelle Place que ailleurs, en ladicte Ville et Baillie de Rouen, tous les jours et toutes les fois que bon leur semblera, avecques la seureté de leur trafficq, et avecques semblables privilèges et libertez dont les Marchans traffiquans en nosdictes villes de Lyon et Thoulouze, jouissent et usent par octroy de nos prédécesseurs Roys, et par Nous.

III. — Et outre, voulons et ordonnons que les Marchans d'icelle Ville de Rouen, fréquentans ladicte Place, facent tous les ans assemblée et congrégation de Marchans en la loge de ladicte Place commune ou ailleurs en icelle Ville où bon leur semblera, en tel jour qu'ilz advizeront que bien soit; en laquelle dicte assemblée seront esleus et creéz un Prieur et deux Consulz d'entre eulz Marchans, muables et électifz chascun an, en la forme ordinaire, qu'est en la pluralité des voix des Eslisans, qui seront les Marchans demourans en nostre ville de Rouen, et autres Estrangers y estans lorsque ladicte élection se fera.

IV. — Après icelle élection et création faicte, lesditz Prieur et Consulz cognoistront et pourront cognoistre et juger en première instance, entre toutes gens de quelque estat, qualité ou condition qu'ilz soyent, des procès et différens, matières et discortz concernans le faict de marchandise, trafficq et commerce, ainsi que font le Conservateur des foyres de Lyon, et Prieur et Consulz de Thoulouze, tant par le moyen des Obligations, Cédulés, Recepissez, Blancz-Signèz, Lettres de Change, Responses, Associations générales ou particulières, Nominations et Debtes, Asseurances, Comptes, Calcul d'iceux, Transportz, Pactes et Societez, pour l'effet susdict et ce qui en despend, ainsi et selon les rigueurs et condennations desdictz Conservateurs de Lyon, Prieur et Consulz de Thoulouze; et que les Jugemens et Sentences, Appointemens et Ordonnances, Commissions et Mandemens desdicts Prieur et Consulz de Rouen, interlocutoires, provisionnaux ou définitifz, ayent effect et force de chose jugée, comme ceux desdicts Conservateurs de Lyon, et Prieur et Consulz de Thoulouze, et autres de noz Juges.

V. — Et seront exécutés par noz Huissiers ou Sergens, par la forme et manière que ceux des dessus nommez, et par cohertion de prison ou plus grans peines, injonctions et contraintes, s'il est dict et ordonné ; et à ceste fin seront tenus nosdicts Huissiers et Sergens faire les executions ; les Geolliers et Gardes de nos Prisons, recevoir et garder leurs prisonniers, comme ceux de nosdictz Juges et avec pareille abstrinction, obligation et peine en cas d'évasion, qu'ils sont tenus de garder les emprisonnez, par auctorité de nosdictz Juges.

VI. — Auxquels nosdictz Huissiers, Sergens, Geolliers et Gardes des Prisons l'avons ainsi enjoinct et enjoignons faire, sur les peines au cas requises, que voulons par lesdictz Prieur et Consulz sur eux estre déclarées et levées sans nul déport, ainsi que la matière subjecte le requerra.

VII. — Plus, avons permis et permettons ausdictz Prieur et Consulz prendre avec eux tel nombre desdictz Marchans, soit de vingt ou plus grand nombre, ou moindre, ainsi qu'ils verront raisonnable, pour procéder en leurs Jugemens en faict de marchandises, lettres de change, assurances et dépendences, et comme dessus est dict, et de faire exécuter leurs Sentences, Jugemens et Ordonnances de garnissemens et consignations, provisions, saisissemens de biens, et tous leurs autres condempnations ; Sentences ou Appointemens ; procéder et faire procéder par criées et proclamations, ventes, interpositions de décret, délivrance et exécution d'eux inclusivement, comme au cas appartenindra.

VIII. — Semblablement, leur donnons pouvoir d'instruire lesdictz Procès, et procéder suyvant les ordonnances, quant aux matières sommaires et provisionnaires, comme Reconnoissances de Cédules, Rescriptions, Lettres de change et pareils Actes de garnissement et consignation, par un seul défaut deument temoigné, par adjournement faict à personne, à domicile, ou par affiction de copie des Commission et Exploitz, ès lieux où il est permis ce faire ; et quant aux autres matières par deux deffautz ou autrement sommairement, en observant et gardant le stille porté par les Ordonnances Royaulx. Et quand ils auront ès cas où la cognoissance leur appartenindra, donné Jugement ou Sentences exécutoires.

IX. — Voulons et leur permettons, comme dessus est dict, les faire executer par tout le ressort de nostre Cour de Parlement dudict Rouen, et ailleurs en nostre Royaume où besoing sera, sans ce que aucunz de noz Juges, Justiciers, ou Officiers les puissent, ou à leurs Commis et Députés, donner empeschement en aucune manière, ne empescher que tous adjournemens, Exploitz et Assignations se facent par devant eux, et se donnent esdits matières, dont la cognoissance leur appartient, pour le faict dudict trafficq et dépendences des susdicts, contre tous Marchans, Traffiquans en nostre dite ville de Rouen.

X. — Et quant à leurs Facteurs, Négociateurs et Entremetteurs, de quelque qualité qu'ils soyent, par eux envoyez en divers Païs, Contrées, Régions, et Provinces dedens et dehors nostre Royaume, Païs, Terres et Sieuries de nostre obéissance, pour le trafficq, commerce et négociations de toutes marchandises et dépendences.

XI. — Voulons et ordonnons, qu'ilz puissent être convenus et mis en Cause et Proces pour l'effet susdict, par devant lesdictz Prieurs et Consulz presens et advenir, soit afin de reddition de comptes, prestation de relique, solution et satisfaction entière ou condamnation de telles peines ou autres amendes et condamnations, et de toutes autres choses à ce requises, regardans et concernans le faict et trafficq de marchandises, qu'ils auront méritées, dont leur avons permis et permettons user, ainsi que lesdictz Conservateurs de Lyon, Prieur et Consulz de Thoulouze, et nos autres Juges font; et les faire exécuter par prinse, vente et saisie de biens, emprisonnemens de personnes des condamnez, ainsi qu'ilz verront bien estre, sans que de tous lesdictz Proces, leurs circonstances et dépendences en première instance, aucuns de nos Juges en puissent cognoistre.

XII. — La cognoissance et jugemens de tous lesquelz Procès, circonstances et dépendences, leur avons interdit et deffendu, interdisons et deffendons, et nos interdictions voulons leur estre signifiées, et à tous à qui il appartiendra, par le premier de nos Huissiers ou Sergens sur ce requis, auquel mandons ainsi le faire, afin d'obvier aux fraiz que lesdictz Marchans pourroient faire, de poursuyvre leurs Facteurs et Entremetteurs par devant plusieurs Juges.

XIII. — Oultre, avons permis et permettons ausdictz Prieur et Consulz, quant aux amendes et peines pécuniaires, selon l'exigence des cas qu'ilz adjugeront, les déclarer applicables, la moytié pour Nous, et l'autre moytié pour ladite Place commune dudit Rouen, pour ayder et subvenir aux affaires d'icelle Place.

XIV. — Et pareillement leur permettons de créer et constituer un Advocat et Procureur, qui procure en toutes pars le bien et entretenement de ladite Place, la deffendre, et conduire leurs Proces et affaires, le prouffit et utilité d'icelle, tant par devant lesditz Prieur et Consulz, que par devant tous autres Juges ; et à ceste fin, qu'ils se puissent assembler, tant pour consulter de leurs affaires communes, que à faire ladite constitution d'Advocat et Procureur, sans que chacune fois, où besoin sera, soient subjectz demander à Nous ne à noz Juges permission.

XV. — Tous les jugemens desquels Prieur et Consulz, selon les cas sujetz, scellez de leurs scels, et signez de leur Greffier, qui à ce commettront et députeront, soit par Prison, vente et exploitation de biens ou autrement.

XVI. — Seront reanment et de faict exécutées ainsi, et par la forme et manière que dessus est dict, sans qu'il soit besoin obtenir nullement permission, placet, visa ou pareatis, jouxte et selon que par nostre très honoré Père Le Roy, que Dieu absolve, a été permis aux Marchans de nostre ville de Lyon, par ses Lettres-patentes données au moys de Février, l'an mil cinq cens trente-cinq ; réservans à nostre Court de Parlement audit Rouen, immédiatement en dernier ressort, et par appel, la jurisdiction et cognoissance desdits discords et différens. Et afin que promptement soient décidées et viudées en nostre dicte Court, les appellations qui proviendront des Jugemens et Sentences qui seront données et déclarées par lesditz Prieur et Consulz.

XVII. — Avons ordonné et ordonnons, enjoignons et commandons à nos amez et feaulx Présidens et Conseillers, tenans nostredite Court de Parlement déclarent sans dilation ausditz Marchans de un jour de chacune sepmaine, tels qu'ils adviseront que bien soit, pour en iceluy vuider par ordre de roole, qui sera fait à part, lesdites appellations ; et pour le regard des Proces par escript, soit fait un autre roole à part, afin de eniceluy pour vuider lesdites appellations pour obvier à la longueur des Proces

et a la ruyne et consommation des poursuyvans. Et a icelle fin que ladite Place soit paisible et sans escandale, deux foys le jour, aux heures accoustumées des assemblées des Marchands.

XVIII. — Inhibons et deffendons a tous noz Huissiers et Sergens d'entrer en icelle Place ne en matières civile, faire nulle Exploiet et assignation a aucune personne que ce soit, aux heures susdites : et si quelque assignation ou Exploiet y estoit faict aux dites heures, l'avons déclaré et déclarons deslors comme a présent de nulle valeur et effect et faisons inhibitions à tous nos Juges de n'y avoir aucun esgard. Et comme ainsi sommes advertis que le traffiq des asseurances est puis naguères en ça mis grandement en avant par les Marchans dudict Rouen, négoce fort honorable et qui decore et anoblit grandement le traffiq et commerce d'icelle ville et que pour faires les polices d'icelles asseurances et dépendence que se y offrent.

XIX. — Nous avons permis et permettons ausdits Marchans frequentans ladite Place, presens et advenir, de se pouvoir assembler toutes les fois que besoin sera, créer et eslire, a la pluralité des voix des Eslisans, un Marchand d'entre eux, tel qu'ils verront que bien soit, personne fidèle, expert et cognoissant ledit traffiq d'asseurances, lequel fera et accordera et fera signer par les asseureurs toutes et chacunes les polices d'asseurances qui se y feront d'oresnavant en ladite Place ville et Baillie de Rouen, tout le temps qu'il plaira ausdits Marchans et dressera les comptes des grosses avaries, quand ilz adviendront, Parties appelées, et aura pour ses peines et vacations desdites affaires d'Asseurances, ce que leur sera ordonné par iceux Marchans et sera tenu et sujet de tenir bon et vray registre d'icelles Asseurances : auquel registre et aux coppies ou extraits d'iceluy et autres actes du faict d'icelles Asseurances par lui signées, voulons et ordonnons foy estre adjoustée devant tous Juges et autres, qu'il appartiendra, et sans que nulle autre personne ou personnes se puissent immiscuer ausdits affaires d'asseurances et dépendances, s'il n'est premier et avant crée, esleu, receu et admis à ce faire pour lesditz Prieur et Consulz et par iceu ditz Marchans comme dit est.

XX. — Si donnons en Mandement aux Gens tenans nos Cours de Parlement, Grant Conseil, Admiraulx, Vis-admiraulx, Baillifz, Senéchaux et a leurs Lieutenans, et à tous nos autres Juges et Officiers si comme à lui appartiendra, que noz presens, vouloir

Déclaration. Permission et Ordonnance vous faites lire, publier et enregistrer, entretenir, observer et garder par tous ceux et ainsi qu'il appartiendra : De l'effect, force et vertu d'iceluy, lesditz Marchans jouir et user, plainement et paisiblement, sans nullement aller au contraire.

XXI. — En oultre, enjoignons à nostre Procureur Général en toute dilligence poursuyvre la verifcation et enterinement de ces Présentes, et nous certifier de la dilligence qui aura faicte car tel est nostre plaisir et de nosditz certaine science et puissances que dessus, ainsi voulons estre fait nonobstant quelconques, Ordonnances, Edictz. Coustumes, Statutz, Privilèges, Mandemens, Défenses, et Lettres à ce contraires, ausquelles en ce cas, et sans préjudice d'icelle en autres choses, Nous avons desrogué et desrogeons et pour ce que de cesdites Présentes l'on pourra avoir affaire en divers lieux, voulons qu'au vidimus d'icelles, fait par l'un de nos Amez et feaux Notaires et Secrétaires ou sous Seel Royal, foy soit adjoustée comme au propre original. De ce faire, vous donnons plain pouvoir, auctorite, commission et mandement spécial, par ces presentes, mandons et commandons a tous nos Justiciers, Officiers et Subjets qu'a vous en ce faisant soit obèy, et affin que ce soit chose ferme et estable a tousjours, Nous avons faict mettre notre Seel a cesdites Presentes sauf en autres choses nostres droiet et l'autrui en toutes.

Donne à Paris au mois de Mars, l'an de grâce mil cinq cens cinquante six et de nostre règne le dixième.

Et sur le reply estoit escript. Par le Roy en son conseil. Et au-dessoulz, signé Bourdin un paraphe. Et au bout du dit reply : Visa un paraphe. Et seellé en las de soye rouge et verd sur cire verd.

Lecta, publicata et registrata, audito Procuratore, Generali Regio, prout in registro continetur Rothomagi, in Parlamento XX. Die Julii.

Anno Domini millesimo quingentesimo LXIII. Signé, Leseigneur.

---



## ÉDICT DE NOVEMBRE 1563

---

L'Edit du Roy, sur l'erection, election et établissement d'un juge et quatre consuls des marchandz en sa ville de Paris, pour connoistre de tous proces et différendz à mouvoir entre marchandz pour faict de marchandise, donné audit Paris au mois de novembre 1563.

Portant en outre faculté ausditz juge et consuls de choisir et nommer pour leur greffier telle personne d'expérience que bon leur semblera.

CHARLES, par la grâce de Dieu Roy de France, à tous présens et à venir salut. Scauoir faisons, que sur la requeste et remontrance à nous faites en nctre Conseil de la part des marchandz de notre bonne ville de Paris, et pour le bien public et abréviation de tous proces et différendz entre marchandz qui doibuent négocier ensemble de bonne foy, sans être adstrains aux subtilitez des lois, et ordonnances ; Auons, par l'aduis de notre très-honoree dame et mere, des princes de notre sang, seigneurs et gens de nostre dit Conseil, statué et ordonné et permis ce qui s'ensuit :

### PREMIÈREMENT

Avons permis et enjoint aux preuost des marchandz et écheuins de notre dite ville de Paris, nommer et élire en l'assemblée de cent notables bourgeois de ladite ville, qui seront pour cet effet appelez et conuoquez trois jours apres la publication des presentes, cinq marchandz du nombre desditz cent ou autres absens, pour vu qu'ilz soient natifz et originaires en nostredite ville de Paris. : le premier desquelz nous auons nommé juge des marchandz, et les quatre autres, consulz desditz marchandz, qui feront le serment deuant ledit preuost des marchandz ; la charge desquelz cinq ne durera qu'un an, sans que pour quelque cause où occasion que ce soit l'un d'eux puisse être continué.

Ordonnons et permettons ausditz cinq juge et consulz, assembler et appeller trois jours auant la fin de leur année, jusques au nombre de soixante marchandz bourgeois de ladite ville, qui en

éliront trente d'entre eux, lesquelz, sans partir du lieu et sans discontinuer, procéderont avec lesditz juge et consulz, en l'instant et le jour mesme, à peine de nullité, à l'eslection de cinq nouveaux juge et consulz des marchandz, qui feront le serment devant les anciens. Et sera la forme cy-dessus dite gardée et observé d'oresnavant en l'eslection desditz juge et consulz, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont nous reserverons à nostre personne et nostre Conseil la cognoissance, icelle interdisant à nos cours de Parlement et preuost de Paris.

Cognoistront lesditz juge et consulz des marchandz de tous procès et différends qui seront ci-après meus entre marchandz, pour fait de marchandise seulement, leurs veufues marchandes publiques, leurs facteurs, seruiteurs et commettans tous marchandz ; soit que lesditz différendz procèdent d'obligations, cedulles, recepissez, lettres de chage ou credit, responses, assurances, transport de debtes, et nouations d'icelles, comptes, calcul où erreur en iceux, compagnies, societiez où associations ja faites ou qui se feront ci-après. Desquelles matières et différends nous auons, de nos pleine puissance et auctorité Royale, attribué et commis la connoissance, jugement et décision ausditz juge et consulz et aux trois d'eux, priuativement à tous nos juges ; appellé avec eux, si la matiere, y est subiette, et en ont requis par les parties, tel nombre de personnes de conseil qu'ils aduiseront, exceptez toutes fois et reservez les procès de la qualité susdite, ja intentez et pendants pardeuant nos juges, auxquels néanmoins, enjoignons les renvoyer par deuant lesditz juge et consulz des marchandz, si les parties le requièrent et consentent.

Et auons déclaré nuls tout transport de cédulles, obligations et debtes qui seront faits par lesditz marchands à personne privilégiée, ou autre quelconque, non subiette à la juridiction desditz juge et consulz.

Et pour couper chemin à toute longueur et oster l'occasion de fuir et plaider voulons et ordonnons que tous adjournements soient libellez et qu'ils contiennent demande certaine. Et seront tenuës les parties comparoir en personnes à la première assignation, pour être ouïes par leur bouche s'ils n'ont legitime excuse de maladie ou absence. Esquelz cas enuoyeront par escrit leur response signée de leur main propre, où, audit cas de maladie, de l'un de leurs parens, voisins ou amis ayant de ce charge et

procuration spéciale, dont il fera apparoir à ladite assignation, le tout sans aucun ministère d'advocat ou procureur.

Si les parties sont contraires et non d'accord de leurs faictz, delay competant leur sera préfix à la première comparition, dans lequel ilz produiront leurs témoins, qui seront ouys sommairement ; et sur leur déposition le différend sera jugé sur-le-châp, si faire se peut ; dont nous chargeons l'honneur et conscience desditz juge et consulz.

Ne pourront lesditz juge et consulz en quelque cause que ce soit, octroyer qu'un seul delay, qui sera par eux arbitré selon la distance des lieux et qualité de la matière, soit pour produire pièces ou tesmoins, et iceluy escheu et passé, procéderont au jugement du différend entre les parties sommairement et sans figure de procès.

Enjoignons ausdits juge et consuls vacquer diligemment en leur charge durant le temps d'icelle, sans prendre directement ou indirectement, en quelque manière que ce soit, aucune chose. ny present ou don, sous couleur ou nom d'espèces ou autrement, a peine du crime de concussion.

Voulons et nous plaist que des mandemens, sentences ou jugemens qui seront donnez par lesditz juge et consulz des marchands, ou les trois d'eux comme dessus, sur différendz meus entre marchands et pour faict de marchandise, l'appel ne soit reçu, pour vu que la demande et condamnation n'excède la somme de cinq cens livres pour une fois payer : et avons des apresent déclaré non receuables les appellations interietées desdits jugemens, lesquelz seront exécutez en nos Royaume. pays et terres de notre obeïssance par le premier de nos juges des lieux, huissiers ou sergens sur cé requis ; auxquelz et chacun d'eux enjoignons de ée faire, à peine de privation de leurs offices, sans qu'il soit besoin demander aucun placet, visa ne pareatis.

Avons aussy des apresent déclaré nulz tous reliefs d'appel ou commissions qui seroient obtenues au contraire pour faire appeler les parties, intimer ou ajourner lesdits juge et consulz. Et deffendons, très-expressément à toutes nos cours, souveraines et chancelleries de les bailler.

Es cas qui excéderont ladite somme de cinq cens liures tournois, sera passé outre à l'entière exécution des sentences desdits juge et consulz, nonobstant oppositions, ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles, que nous entendons estre releuées et ressortir en notre cour de Parlement à Paris et non ailleurs.

Les condamnez à garnir par prouision ou diffinitivement seront contraints par corps à payer les sommes liquideez par les sentences et jugemens qui n'excéderont pas cinq cent livres tournois, sans, qu'ils soient receus en nos chancelleries à demander lettres de respit, et néanmoins pourra le crédeur faire exécuter son débiteur condamné en ses biens meubles et saisir les immeubles.

Contre lesditz condamnez marchandz ne seront adjugez dommages et interetz requis pour le retardement du payement qu'à raison du denier douze, à compter du jour du premier adjournement, suivant nos ordonnances faites à Orléans.

Les saisies, établissemens de commissaires et ventes de biens ou fruitz seront faicts en vertu desdites sentences et jugemens; et s'il faut passer outre, les criées et interpositions de decret se feront par auctorité de nos juges ordinaires des lieux; auxquels très-expressement, enjoignons et à chacun d'eux en son détroit, tenir la main à la perfection desdites criées, adjudication des heritages saisis, et à l'entière exécution des sentences et jugemens qui seront donnez par lesditz juge et consulz des marchands, sans y user d'aucune remise ou longueur, à peine de tous dépens, dommages et intérêts des parties.

Les exécutions commencées contre les condamnez par lesditz juge et consulz seront parachevées contre leurs héritiers, et sur les biens seulement.

Mandons et commandons aux géoliers et gardes de nos prisons ordinaires et de tous hautz justiciers, recevoir les prisonniers qui leur seront baillez en garde par nos huissiers ou sergens, en exécutant les commissiôs où jugement de nosditz juge et consulz des marchandz, dont ils seront responsables par corps, et tout ainsi que si le prisonnier avoit été emmené par l'autorité de l'un de nos juges. Pour faciliter la comodité de conuenir et négocier ensemble, auons permis et permettons aux marchands bourgeois de notre ville de Paris, natifs et originaires de nos Royaume, pays et terre de notre obéissance, d'imposer et lever sur eux telle somme de deniers qu'ils aduiseront nécessaire pour l'achapt ou louage d'une maison ou lieu qui sera, appelé la place commune, des marchandz; laquelle nous avons dès à présent établie à l'instar, et tout ainsi que les places appellées le change en nostre ville de Lyon et bourses de nos villes de Tolose et Rouen.

Et pour arbitrer et accorder ladite somme, laquelle sera employée à l'effect que dessus et non ailleurs, les preuost des mar-

chandz et escheuins de notre ville de Paris assembleront en l'hôtel de ladite ville, jusqu'au nombre de cinquante marchandz et notables bourgeois qui en deputeront dix d'entre eux avec pouvoir de faire les cottisations et département de la somme qui aura été, côm dit est, accordée en l'assemblée desdits cinquante marchandz.

Voulons et ordonnons que ceux qui seront refusant de payer leur taxe ou cette part, dans trois jours après la signification ou demande d'icelle, y soient contraints par vente de leurs marchandises et autres biens meubles, et ce par le premier nostre huissier ou sergent sur ce requis.

Defendons à tous nos huissiers ou sergens de faire aucun exploit de justice ou ajournement en matière civile aux heures du jour que les marchandz seront assemblez en ladite place commune, qui seront de neuf à onze heures du matin et de quatre jusqu'à six heuaes de relevee.

Permettons ausditz juge et consulz de choisir et nommer pour leur scribe et greffier telle personne d'expériense, marchand ou autre qu'ils aduiseront, lequel, fera toutes expéditions en bon papier, sans vser de parchemin, et lui deffendons très-estroitement de prendre pour ses salaires et vacations autre chose qu'un sol tournois pour feuillet, à peine de punition corporelle, et d'en repondre par lesditz juge et consulz en leurs propres noms, en cas de dissimulation et connivence.

Si donnons en mandement à nos amez et feaux les gens tenant nos cours de Parlement, prevost de Paris, sénéchal de Lyon, baillif de Rouen, et à tous nos autres officiers qu'il appartiendra, que nos présentes ordonnances, ils fassent lire, publier et enregistrer, garder et observer chacun en son ressort et juridiction sans y contreuenir ny permettre qu'il y soit aucunement contrevenu en quelque manière que ce soit; et afin de perpetuelle et stable mémoire, nous avons fait apposer, notre scel à ces présentes.

Donne à Paris au mois de novembre mille cinq cens soixante-trois, et de notre regne le troisiemes. Ainsi signé : De l'Aubespine, et scellé du grand scel de cire verte.

Acta publicata et registrata audito et hoc requirente procuratore generali Regis, de mandato expresso eiusdem domini nostri Regis, cuiusmodi placuit, ut hi qui in iudices mercatorum assumuntur, insurandum presentent, quod prestari solet ab his a quorum sententiis ad Curiam appellatur. Idque permodum provisionis duntaxat, et secundum, ea quæ in registro curiæ prescripta sunt. Parisiis in Parlamento, decima octava die Januarii, anno Domini, millesimo quingentesimo sexagesimo tertio.

Sic signatum : DU TILLET.



Vu par le Président de la Thèse, le 18 Janvier 1913,  
E. CHENON.

Vu : *Le Doyen*,  
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :  
*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris*,  
L. LIARD.











